

zda

Zentrum für
Demokratie
Aarau

Centre for Research on Direct Democracy e2d | UZH
Allgemeine Demokratieforschung | UZH
Politische Bildung und Geschichtsdidaktik | PH FHNW

Marine Benli-Trichet, Daniel Kübler, Nenad Stojanović

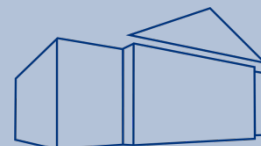
Intelligence artificielle : impact et conséquences pour le plurilinguisme au sein de l'administration fédérale suisse

Étude-pilote

sur mandat de la Déléguée fédérale au plurilinguisme

Rapport d'étude du Centre d'études sur la démocratie d'Aarau,
n° 34. Février 2026

www.zdaarau.ch



Information sur le projet

Mandant du projet

Déléguée fédérale au plurilinguisme

Durée du projet :

Juillet 2025 - Février 2026

Proposition de citation :

Benli-Trichet, Marine; Kübler, Daniel; Stojanović, Nenad (2026). *Intelligence artificielle : impact et conséquences pour le plurilinguisme au sein de l'administration fédérale suisse*, Rapport final. Rapport d'étude du Centre d'études sur la démocratie d'Aarau, n° 34.

Impressum

Collection de publications du Centre d'études sur la démocratie d'Aarau (ZDA)
Publiée sous la direction de Andreas Glaser, Daniel Kübler et Monika Waldis

ISBN-Nr. 978-3-906918-48-8

Adresse de contact:

Zentrum für Demokratie Aarau (ZDA)
Villa Blumenhalde, Küttigerstrasse 21
CH-5000 Aarau
Telefon +41 62 836 94 44
E-Mail info@zdaarau.ch
www.zdaarau.ch

© 2026, les auteurs

Remerciements

Les auteurs tiennent à exprimer leur reconnaissance à toutes les personnes ayant contribué à cette étude-pilote, en apportant leur expertise et/ou en participant à la relecture, aux révisions et à la traduction. Ils adressent un remerciement tout particulier à l'ensemble des participant·e·s aux tables rondes.

Danksagung

Die Autoren möchten allen Personen ihren Dank aussprechen, die zu dieser Pilotstudie beigetragen, ihr Fachwissen eingebracht sowie bei der Durchsicht, Kommentierung und Übersetzung unterstützt haben. Ihr besonderer Dank gilt allen Teilnehmenden der Fokusgruppen-Gespräche.

Ringraziamenti

Gli autori desiderano esprimere la loro gratitudine a tutte le persone che hanno contribuito a questo studio pilota, mettendo a disposizione le proprie competenze e/o contribuendo alla rilettura, alla revisione e alla traduzione. Un ringraziamento particolare va a tutte le partecipanti e tutti i partecipanti alle tavole rotonde.

Table des matières

Résumé	5
Zusammenfassung	7
Riassunto	9
Resumaziun	11
1. Introduction	13
2. Cadre analytique et approche méthodologique	14
3. L'IA dans les administrations publiques contemporaines : entre risques et opportunités	17
4. Effets opérationnels de l'IA sur le plurilinguisme dans l'administration fédérale	19
4.1 Évolution des contenus multilingues à l'ère de l'IA.....	20
4.2 Évolution des pratiques linguistiques à l'ère de l'IA.....	22
5. Effets institutionnels de l'IA sur le plurilinguisme dans l'administration fédérale	24
5.1 Évolution de la gouvernance stratégique à l'ère de l'IA.....	25
5.2 Évolution de la gestion des ressources humaines et linguistiques à l'ère de l'IA.....	28
6. Effets normatifs de l'IA sur le plurilinguisme dans l'administration fédérale	30
6.1 Évolution du rapport à la langue à l'ère de l'IA	31
6.2 Évolution des finalités publiques à l'ère de l'IA.....	33
7. Conclusion	36
8. Recommandations	39
Littérature	41

Résumé

L'intelligence artificielle (IA), en particulier les technologies de traduction automatique et d'interprétation assistée, transforme rapidement les modes de communication au sein des organisations publiques et privées. Dans l'administration fédérale suisse, ces outils se sont diffusés dans les pratiques de travail quotidiennes et reconfigurent progressivement la production de contenus multilingues, sans que l'on ne mesure encore pleinement l'ampleur de ces mutations. Or dans un pays où la diversité linguistique est une caractéristique fondatrice de l'identité nationale et le plurilinguisme un ressort majeur de cohésion, ces évolutions soulèvent des questions centrales quant à l'avenir de la politique linguistique à l'ère de l'IA.

Mandatée par la Déléguée fédérale au plurilinguisme, cette étude-pilote menée par le Centre d'études sur la démocratie d'Aarau (ZDA) de l'Université de Zurich analyse les effets de l'IA linguistique sur le plurilinguisme au sein de l'administration fédérale. L'étude adopte une approche exploratoire combinant une revue de la littérature, une analyse documentaire et les résultats de deux tables rondes réunissant des acteur·ice·s clés de l'administration fédérale. Elle s'appuie sur un cadre analytique à trois niveaux (organisationnel, institutionnel et normatif) pour identifier les dynamiques émergentes liées à l'intégration de l'IA linguistique et en apprécier les implications potentielles à moyen et à long terme pour la politique du plurilinguisme.

Sur le plan organisationnel, l'étude montre que l'IA linguistique facilite l'usage des langues minoritaires dans les échanges internes. Les collaborateur·ice·s francophones et italophones peuvent plus facilement travailler dans leur langue, avec l'assurance d'être compris grâce aux outils de traduction. Toutefois, les performances de ces technologies restent inégales selon les langues nationales. Le romanche en particulier, mais aussi l'italien et, dans une moindre mesure, le français, sont moins bien couverts que l'allemand en raison du volume plus faible de données d'entraînement. Cette asymétrie technologique peut créer de nouvelles formes d'inégalité, certaines langues bénéficiant de traductions plus fiables que d'autres et tendant, de ce fait, à être davantage utilisées comme langues de référence dans les échanges traduits. Par ailleurs, l'usage généralisé de l'IA s'accompagne d'un déplacement des compétences linguistiques mobilisées, des compétences actives vers des activités de vérification et de post-édition. L'étude met ainsi en évidence l'émergence d'un travail linguistique souvent invisible de contrôle de qualité des traductions générées automatiquement, ainsi qu'un risque de désapprentissage progressif des autres langues, en particulier chez les collaborateur·ice·s plus jeunes.

Au niveau institutionnel, l'IA linguistique peut lever certaines barrières linguistiques à l'entrée dans l'administration fédérale et élargir le vivier de recrutement, mais elle rend aussi possible un fonctionnement plus largement monolingue des unités administratives, les outils de traduction compensant l'absence de compétences linguistiques humaines. Cette évolution met en lumière un décalage croissant entre les exigences formelles en matière de plurilinguisme, héritées d'un contexte pré-IA et fondées sur la maîtrise humaine des langues nationales, et des pratiques de travail désormais largement assistées par la technologie. Là où la connaissance des

langues constituait jusqu'ici un socle central de la coopération quotidienne, l'IA permet aujourd'hui de travailler de manière fonctionnelle sans partage direct d'une langue commune. En l'absence d'une articulation explicite entre les stratégies de transformation numérique et les exigences en matière de plurilinguisme, la langue risque d'être de plus en plus mobilisée avant tout comme un outil de communication et moins comme un principe fondateur des pratiques de travail et des relations entre communautés linguistiques au sein de l'administration fédérale.

Enfin, l'étude souligne que le déploiement de l'IA linguistique interroge plus largement le rapport à la langue au sein de l'administration fédérale. Si ces outils facilitent les échanges entre collaborateurs·ices de différentes communautés linguistiques, ils tendent aussi à uniformiser les formes d'expression. Les particularités régionales et culturelles propres aux langues nationales deviennent moins visibles, voire s'effacent dans les traductions automatisées. Ces enjeux se posent d'autant plus fortement que les outils d'IA linguistique utilisés reposent majoritairement sur des technologies développées et contrôlées hors de Suisse. La dépendance à des solutions externes soulève ainsi des questions de souveraineté technologique, notamment en matière de maîtrise des choix techniques, de qualité des traductions et de prise en compte des spécificités linguistiques nationales. Derrière ces évolutions se jouent des enjeux plus larges de cohésion nationale et de compréhension mutuelle entre communautés linguistiques qui interrogent le rôle que la Confédération entend assumer dans la gouvernance du plurilinguisme à l'ère de l'IA.

Sur la base de ces résultats, l'étude-pilote formule les recommandations suivantes :

- Définir un cadre d'interaction entre IA, exigences linguistiques et droit ;
- Garantir une couverture linguistique équitable des outils d'IA au sein de l'administration fédérale ;
- Renforcer la sensibilisation linguistique et culturelle des cadres intermédiaires ;
- Assurer une actualisation périodique de l'analyse des effets de l'IA linguistique sur le plurilinguisme dans l'administration fédérale ;
- Envisager la réalisation d'une étude plus large sur les implications sociétales de l'IA linguistique pour le plurilinguisme en Suisse.

Zusammenfassung

Künstliche Intelligenz (KI), insbesondere die Technologien der maschinellen Übersetzung und des computergestützten Dolmetschens, führen zu einem rapiden Wandel der Kommunikation innerhalb öffentlicher und privater Organisationen. In der Schweizerischen Bundesverwaltung haben diese Tools bereits Einzug in die tägliche Arbeitspraxis gehalten und verändern nach und nach die Erstellung mehrsprachiger Inhalte, ohne dass das Ausmass dieser Veränderungen bereits vollständig absehbar ist. In einem Land, in dem sprachliche Vielfalt ein grundlegendes Merkmal der nationalen Identität und die Mehrsprachigkeit eine wichtige Triebfeder für den Zusammenhalt ist, werfen diese Entwicklungen jedoch zentrale Fragen hinsichtlich der Sprachpolitik im KI-Zeitalter auf.

Die vorliegende Pilotstudie wurde von der Delegierten des Bundes für Mehrsprachigkeit in Auftrag gegeben und vom Zentrum für Demokratie Aarau (ZDA) an der Universität Zürich durchgeführt. Ziel ist es, die Auswirkungen der linguistischen KI auf die Mehrsprachigkeit in der Bundesverwaltung zu analysieren. Die Studie verfolgt einen explorativen Ansatz. Sie kombiniert eine Auswertung der Fachliteratur, eine Dokumentenanalyse sowie die Ergebnisse von zwei Fokusgruppen-Gesprächen mit Vertreterinnen und Vertretern der Bundesverwaltung. Die Studie basiert auf einem dreistufigen analytischen Rahmen (organisatorisch, institutionell und normativ), mit dem die neu entstehenden Dynamiken im Zusammenhang mit der Einbindung linguistischer KI identifiziert und deren potenzielle mittel- und langfristige Auswirkungen auf die Mehrsprachigkeitspolitik bewertet werden sollen.

Auf organisatorischer Ebene zeigt die Studie, dass linguistische KI den Gebrauch von Minderheitensprachen in der internen Kommunikation erleichtert. Französischsprachige und italienischsprachige Mitarbeitende können dank der Übersetzungstools leichter in ihrer jeweiligen Sprache arbeiten und dabei sicher sein, dass sie verstanden werden. Allerdings sind die Leistungen dieser Technologien je nach Landessprache noch unausgewogen: Vor allem Rätromanisch, aber auch Italienisch, und in geringerem Mass Französisch sind aufgrund des geringeren Volumens an Trainingsdaten weniger gut abgedeckt als Deutsch. Diese technologische Asymmetrie kann zu neuen Formen der Ungleichheit führen, da für bestimmte Sprachen zuverlässigere Übersetzungen zur Verfügung stehen als für andere, was dazu führt, dass diese Sprachen im Rahmen der übersetzten Kommunikation häufiger als Referenzsprachen verwendet werden. Darüber hinaus geht der weitverbreitete Einsatz von KI mit einer Verlagerung der eingesetzten Sprachkompetenzen einher: weg von aktiven Kompetenzen hin zu Überprüfungs- und Post-Editing-Aktivitäten. So zeigt die Studie, dass ein neues, aber häufig unbeachtetes sprachliches Tätigkeitsfeld entsteht: die Qualitätskontrolle automatisch generierter Übersetzungen. Damit einher geht die Gefahr des allmählichen Verlernens der anderen Erstsprachen, insbesondere bei jüngeren Mitarbeitenden. Auf institutioneller Ebene kann linguistische KI zwar bestimmte sprachliche Barrieren beim Eintritt in die Bundesverwaltung abbauen und so den Pool der Bewerberinnen und Bewerber erweitern. Gleichzeitig ermöglicht sie jedoch auch eine weitgehend einsprachige Arbeitsweise in den Verwaltungseinheiten, da Übersetzungstools mangelnde Sprachkenntnisse der Mitarbeitenden kompensieren. Diese Entwicklung zeigt eine zunehmende Diskrepanz zwischen den formalen

Anforderungen im Hinblick auf die Mehrsprachigkeit aus Zeiten vor der Entwicklung der KI und der Realität: einerseits wird die Beherrschung verschiedener Amtssprachen durch den Menschen vorausgesetzt, andererseits werden einsprachige Arbeitspraktiken durch die neue Technologie unterstützt und vereinfacht. In Bereichen, in denen Sprachkenntnisse bisher eine zentrale Grundlage der täglichen Zusammenarbeit bildeten, ermöglicht die KI heute ein funktionales Arbeiten, ohne dass die Beteiligten eine gemeinsame Sprache sprechen müssen. In Ermangelung einer expliziten Verknüpfung zwischen den Strategien der digitalen Transformation und den Anforderungen im Bereich der Mehrsprachigkeit besteht die Gefahr, dass Sprache zunehmend in erster Linie als Kommunikationsmittel und weniger als grundlegendes Prinzip der Arbeitspraktiken und der Beziehungen zwischen Sprachgemeinschaften innerhalb der Bundesverwaltung eingesetzt wird.

Schliesslich hebt die Studie hervor, dass der Einsatz linguistischer KI das Verhältnis zur Sprache innerhalb der Bundesverwaltung im weiteren Sinne in Frage stellt. Zwar erleichtern die Tools den Austausch zwischen Mitarbeitenden verschiedener Sprachgemeinschaften, doch sie tendieren auch zur Vereinheitlichung der Ausdrucksformen. Den Landessprachen eigene regionale und kulturelle Besonderheiten werden weniger sichtbar oder verschwinden sogar ganz in maschinellen Übersetzungen. Diese Herausforderungen sind umso gravierender, als die genutzten linguistischen KI-Tools mehrheitlich auf Technologien beruhen, die ausserhalb der Schweiz entwickelt und von dort aus kontrolliert werden. Die Abhängigkeit von externen Lösungen wirft Fragen der technologischen Unabhängigkeit auf, insbesondere im Hinblick auf die Kontrolle der technischen Entscheidungen, die Qualität der Übersetzungen und die Berücksichtigung nationaler sprachlicher Besonderheiten. Diese Entwicklungen schaffen weiterreichende Herausforderungen hinsichtlich des nationalen Zusammenhalts und des gegenseitigen Verständnisses zwischen den Sprachgemeinschaften, welche die Frage aufwerfen, welche Rolle der Bund bei der Steuerung der Mehrsprachigkeit im KI-Zeitalter übernehmen will.

Auf der Grundlage dieser Ergebnisse kommt die Pilotstudie zu folgenden Empfehlungen:

- Festlegung eines Rahmens für die Interaktion zwischen KI, sprachlichen Anforderungen und Recht;
- Gewährleistung einer ausgewogenen sprachlichen Abdeckung der KI-Tools innerhalb der Bundesverwaltung;
- Verstärkte sprachliche und kulturelle Sensibilisierung des mittleren Kaders;
- Sicherstellung einer regelmässigen Aktualisierung der Analyse zu den Auswirkungen linguistischer KI auf die Mehrsprachigkeit in der Bundesverwaltung;
- Erwägung einer umfassenderen Studie zu den gesellschaftlichen Auswirkungen linguistischer KI auf die Mehrsprachigkeit in der Schweiz.

Riassunto

L'intelligenza artificiale (IA), in particolare le tecnologie di traduzione automatica e di interpretazione assistita, sta trasformando rapidamente le modalità di comunicazione all'interno delle organizzazioni sia pubbliche che private. Nell'Amministrazione federale svizzera questi strumenti si sono diffusi nelle pratiche lavorative quotidiane e stanno progressivamente ridefinendo la produzione dei contenuti multilingui, senza che vi sia ancora piena consapevolezza della portata di queste evoluzioni. In un Paese in cui la diversità linguistica costituisce un tratto fondante dell'identità nazionale e il plurilinguismo è un importante vettore di coesione, questi sviluppi sollevano interrogativi fondamentali sul futuro della politica linguistica nell'era dell'IA.

Il presente studio pilota, condotto dal Centro studi sulla democrazia di Aarau all'Università di Zurigo su incarico della Delegata federale al plurilinguismo, esamina gli effetti dell'IA linguistica sul plurilinguismo nell'Amministrazione federale. Lo studio adotta un approccio esplorativo combinando una rassegna della letteratura, un'analisi di documenti e gli esiti di due tavole rotonde che hanno riunito attori chiave dell'Amministrazione federale. Si fonda su un quadro analitico articolato su tre livelli (organizzativo, istituzionale e normativo) per individuare le dinamiche emergenti legate all'integrazione dell'IA linguistica e valutarne le implicazioni potenziali a medio e lungo termine per la politica del plurilinguismo.

A livello organizzativo, lo studio mostra che l'IA linguistica facilita l'utilizzo delle lingue minoritarie negli scambi interni. I collaboratori francofoni e italofoeni possono lavorare più facilmente nella propria lingua, con la certezza di essere compresi grazie agli strumenti di traduzione. Tuttavia, queste tecnologie offrono prestazioni variabili a seconda delle lingue nazionali: soprattutto il romancio, ma anche l'italiano e in parte persino il francese hanno una copertura più limitata rispetto al tedesco a causa del minor volume di dati di addestramento disponibile. Quest'asimmetria tecnologica può creare nuove forme di disegualianza, in cui alcune lingue beneficiano di traduzioni più affidabili e tendono pertanto a essere maggiormente utilizzate come lingue di riferimento negli scambi tradotti. Inoltre, l'utilizzo generalizzato dell'IA si accompagna a un riorientamento delle competenze linguistiche impegnate, da capacità attive ad attività di verifica e «post-editing». Lo studio mette infatti in evidenza l'emergere di un nuovo ambito di lavoro linguistico, spesso trascurato: il controllo della qualità delle traduzioni generate automaticamente. Ciò comporta anche il rischio di una graduale perdita delle competenze linguistiche, in particolare tra i collaboratori più giovani.

A livello istituzionale, l'IA linguistica può ridurre alcune barriere linguistiche all'ingresso e il bacino di reclutamento nell'Amministrazione federale. Al tempo stesso, tuttavia, rende anche possibile che le unità amministrative lavorino in maniera per lo più monolingue, in cui gli strumenti di traduzione compensano l'assenza di competenze linguistiche umane. Quest'evoluzione evidenzia un divario crescente tra i requisiti formali in materia di plurilinguismo, ereditati da un contesto pre-IA e fondati sulla padronanza personale delle lingue ufficiali, e pratiche lavorative ormai ampiamente assistite dalla tecnologia. Mentre finora la conoscenza delle lingue costituiva un fondamento della cooperazione quotidiana, adesso l'IA consente di lavorare in modo funzionale senza la necessità di condividere

direttamente una lingua comune. In assenza di un esplicito coordinamento tra le strategie di trasformazione digitale e i requisiti in materia di plurilinguismo, la lingua rischia di essere utilizzata sempre più come semplice strumento di comunicazione e sempre meno come principio fondamentale delle pratiche lavorative e delle relazioni tra le comunità linguistiche nell'Amministrazione federale.

Infine, lo studio mette in luce come l'introduzione dell'IA linguistica apra interrogativi più ampi sul rapporto con la lingua all'interno dell'Amministrazione federale. Se da un lato questi strumenti facilitano gli scambi tra i collaboratori delle diverse comunità linguistiche, dall'altro tendono anche a uniformare le forme d'espressione. Le particolarità regionali e culturali proprie delle lingue nazionali diventano meno visibili o scompaiono del tutto nelle traduzioni automatiche. Queste problematiche risultano ancora più rilevanti poiché gli strumenti di IA linguistica oggi in uso si basano prevalentemente su tecnologie sviluppate e controllate al di fuori della Svizzera. La dipendenza da soluzioni esterne pone infatti questioni di sovranità tecnologica, in particolare per quanto concerne il controllo delle scelte tecniche, la qualità delle traduzioni e la considerazione delle specificità linguistiche nazionali. Dietro queste evoluzioni si profilano questioni più ampie di coesione nazionale e comprensione reciproca tra le comunità linguistiche che chiamano in causa il ruolo che la Confederazione intende assumere nella governance del plurilinguismo nell'era dell'IA.

Alla luce di tali evidenze, lo studio pilota formula le seguenti raccomandazioni:

- definire un quadro di interazione tra IA, requisiti linguistici e diritto;
- garantire una copertura linguistica equa degli strumenti di IA nell'Amministrazione federale;
- rafforzare l'esposizione linguistica e culturale dei quadri intermedi;
- assicurare l'aggiornamento periodico dell'analisi degli effetti dell'IA linguistica sul plurilinguismo nell'Amministrazione federale;
- prevedere la realizzazione di uno studio più ampio sulle implicazioni sociali dell'IA linguistica per il plurilinguismo in Svizzera.

Resumaziun

L'intelligenza artificziala (IA), surtut las tecnologias per la translaziun automatica e l'interpretaziun computerisada, transfurma svelt las modas da communitgar entaifer las organisaziuns publicas e privatas. En l'administraziun federala svizra èn quests instruments s'establids en las praticas da lavur dal mintgadi e dattan pass per pass ina nova furma a la creaziun da cuntegns plurilings. I n'è dentant anc betg pussaivel da valitar cumplainamain la dimensiun da questas midadas. En in pajais, nua che la diversidad linguistica è ina caratteristica fundamentala da l'identidad naziunala e nua che la plurilinguitad è in factur impurtant per la coesiun, sveglian quests svilups dumondas centralas davart l'avegnir da la politica linguistica en l'èra da la IA.

Quest studi da pilot, ch'è vegnì elavurà dal Center per democrazia Aarau (ZDA) da l'Universitad da Turitg per incumbensa da la delegada federala per la plurilinguitad analysescha ils effects da la IA linguistica sin la plurilinguitad entaifer l'administraziun federala. Il studi applitgescha ina metoda explorativa che cumbinescha in'analisa da la litteratura, in'analisa da documents ed ils resultats da duas maisas radundas cun acturas ed acturs impurtants da l'administraziun federala. El sa basa sin in rom analitic cun trais stgalims (organisatoric, instituziunal e normativ) per identifitgar las dinamicas che sa mussan en connex cun l'integraziun da la IA linguistica, e per valitar ils effects potenzials per la politica da la plurilinguitad a media ed a lunga vista.

Sin plaun organisatoric mussa il studi che la IA linguistica facilitescha il diever da linguas minoritaras en il barat intern. Las collavuraturas ed ils collavuratur francofons ed italo-fons pon lavurar pli facilmain en lur lingua, perquai ch'els pon esser segirs da vegnir encletgs grazia als instruments da translaziun. Las prestaziuns da questas tecnologias varieschan però tenor lingua naziunala: il talian, il rumantsch ed en ina dimensiun pli pitschna er il franzos è dotads main bain ch'il tudestg, perquai ch'il volumen da datas da trenament è pli pitschen. Questa asimetria tecnologica po crear novas furmas d'inegualitad, perquai che tschertas linguas profitan da translaziuns pli fidablas che autras e vegnan perquai duvradas tendenzialmain pli savens sco linguas da referenza en il barat translata. Ultra da quai vegn il diever general da la IA accompagna d'in spustament da las cumpetenzas linguisticas, numnadamain da cumpetenzas activas vers activitads da verificaziun e da post-editing. Il studi suttastritga uschia, ch'i nascha ina lavur linguistica savens invisibla che cumpiglia la controlla da la qualitat da translaziuns generadas automaticamain, e ch'igl exista il privel d'emblidar pli e pli las linguas. Quai vala surtut per collavuraturas e collavuratur pli giuven.

Sin plaun instituziunal po la IA linguistica bain reducir tschertas barrieras linguisticas d'access e schlargiar il pool da recrutaziun. Ella permetta però er a las unitads administrativas da lavurar per gronda part en moda monolingua, perquai ch'ils tools da translaziun cumpenseschan la mancanza da cumpetenzas linguisticas umanas. Quest svilup mussa ina discrepanza creschenta tranter las pretensiuns formalas envers la plurilinguitad che derivan d'in context dal temp avant la IA e che sa basan sin las cumpetenzas umanas en las linguas naziunalas, e las praticas da lavur che vegnan ussa sustegnidas per gronda part da la tecnologia. Là, nua che enconuschientschas linguisticas eran fin ussa in pilaster central da la cooperaziun

dal mintgadi, permetta oz la IA da lavurar en moda funcziunala senza communitgar directamain en ina lingua cuminaivla. Senza ina colliaziun explicita tranter las strategias per la transfurmaziun digitala e las pretensiuns envers la plurilinguitad, exista il privel che la lingua vegn duvrada adina dapli surtut sco med da comunicaziun e main sco princip fundamental da las praticas da lavur e da las relaziuns tranter cuminanzas linguistics entaifer l'administraziun federala.

La finala suttastritga il studi ch'il diever da la IA linguistica analysescha en in context pli vast la relaziun cun la lingua entaifer l'administraziun federala. Er sche quests instruments faciliteschan il barat tranter collavuraturas e collavuratur da differentas cuminanzas linguistics, han els tuttina er la tendenza d'unifitgar las furmas d'expressiun. Las particularitads regiunalas e culturalas da las linguas naziunalas daventan main visiblas e svaneschan schizunt dal tuttafatg en las translaziuns automatisadas. Questas sfidas s'augmentan dentant en vista al fatg, ch'ils instruments duvrads per la IA linguistica sa basan per gronda part sin tecnologias che vegnan svilupadas e controlladas ordaifer la Svizra. La dependenza da soluziuns externas sveglia pia dumondas en connex cun la suveranidad tecnologica, surtut areguard la controlla davart las soluziuns tecnicas, la qualidad da las translaziuns e la consideraziun da las particularitads linguistics naziunalas. Davos quests svilups sa zuppan sfidas pli vastas che pertutgan la coesiun naziunala e la chapientscha vicendaivla tranter las cuminanzas linguistics, e che sa fatschentan cun la dumonda, tge rolla che la Confederaziun vul giugar en la gestiun da la plurilinguitad en l'era da la IA.

Sin basa da quests resultats fa il studi da pilot las suandantas recumandaziuns:

- definir in rom per l'interacziun tranter la IA, las pretensiuns linguistics ed il dretg;
- garantir ina cuvrida linguistica gista dals instruments da la IA entaifer l'administraziun federala;
- rinforzar las cumpetenzas linguistics e culturalas dals caders mesauns;
- garantir in'actualisaziun regulara da l'analisa dals effects da la IA linguistica sin la plurilinguitad en l'administraziun federala;
- examinar la realisaziun d'in studi pli vast davart ils effects socials da la IA linguistica sin la plurilinguitad en Svizra.

1. Introduction

Encadré 1. Définition de l'intelligence artificielle (IA)

Un système d'IA est un système automatique capable d'inférer, sur la base des « inputs » (entrées) qu'il reçoit et pour des objectifs explicites ou implicites, comment générer des « outputs » (sorties) tels que des prévisions, des contenus, des recommandations ou des décisions, et qui, ce faisant, peut exercer une influence sur des environnements physiques ou virtuels.

Source : Réseau de compétences en intelligence artificielle (CNAI).

L'intelligence artificielle (IA) modifie d'ores et déjà nos modes de communication et plus largement notre rapport à la langue¹. Jusqu'à présent, les outils numériques aidaient surtout à comprendre ou à traduire des textes, mais les systèmes d'IA linguistique les plus avancés sont aujourd'hui capables de reproduire les nuances du langage humain de manière contextuelle et dans plusieurs langues à la fois. Au cœur de ces évolutions se trouvent à la fois les technologies de traduction automatique neuronale (NMT) conçues spécifiquement pour le transfert de contenus d'une langue à une autre, mais aussi les grands modèles linguistiques (LLM) conçus comme des systèmes polyvalents de génération et de reformulation de textes. L'intégration rapide de ces technologies dans les pratiques de communication (qu'il s'agisse d'outils de traduction automatique comme DeepL ou, plus fondamentalement encore, d'IA conversationnelles généralistes comme ChatGPT) invite à s'interroger sur la place qu'occupent encore les compétences linguistiques humaines dans nos sociétés contemporaines et sur la façon dont cette dernière évoluera à mesure que ces outils deviendront de plus en plus performants et intégrés dans notre quotidien.

En Suisse, ces questions touchent un point névralgique : celui du plurilinguisme comme facteur clé de la cohésion nationale (Kübler, Kobelt et Zwicky 2020). Pilier de la *Willensnation*, ce principe constitutionnel place les quatre langues nationales sur un pied d'égalité et garantit la compréhension mutuelle entre les différentes communautés linguistiques². L'administration fédérale, conçue comme le miroir institutionnel de cette diversité se doit donc de promouvoir activement le plurilinguisme. C'est l'objectif central de la politique du plurilinguisme au sein de l'administration fédérale qui exige une représentation équitable des communautés linguistiques au sein du personnel et garantit la possibilité, pour chacun de travailler, et d'être compris dans la langue officielle de leur choix. Ces engagements sont inscrits dans la Loi sur les langues (LLC) et précisés par l'Ordonnance sur les langues (OLang), laquelle fixe trois objectifs opérationnels : 1) garantir l'égalité des chances entre les communautés linguistiques, 2) assurer une représentation équilibrée à tous les niveaux de l'administration et 3) maintenir

¹Forbes. 2024. How Generative AI And LLMs Are Reinventing Our Vocabulary Such That We Might Lose Our Grasp On Human Languages. En ligne: <https://www.forbes.com/sites/lanceeliot/2024/12/29/how-generative-ai-and-llms-are-reinventing-our-vocabulary-such-that-we-might-lose-our-grasp-on-human-languages/> [Consulté le 13/11/2025].

²Art. 4 et Art. 70. Constitution fédérale de la Confédération suisse (CST), RS 101.

des compétences effectives dans les autres langues officielles afin de préserver une communication véritablement multilingue³.

Ces principes ont façonné une culture administrative où le plurilinguisme constitue un élément clé de la légitimité de l'action publique qui structure les façons de travailler au sein de la Confédération (Kobelt 2015). Or à l'ère de l'IA, quel avenir pour le plurilinguisme suisse ? Les outils de traduction automatique et d'interprétation assistée évoluent rapidement et reconfigurent déjà les pratiques quotidiennes dans un environnement multilingue sans que l'on mesure encore pleinement l'ampleur de ces transformations (Cabrera 2024). Dans ce contexte technologique en mutation plusieurs questions se posent pour l'administration fédérale. Comment la pratique et la promotion du plurilinguisme évoluent-elles dans un contexte où une part toujours plus importante des échanges est automatisée ? Par ailleurs, le recours croissant à ces technologies pour effectuer des tâches de traduction ou de rédaction interroge la place réservée aux compétences linguistiques humaines. Ces évolutions risquent-elles de redéfinir les exigences en matière de connaissances linguistiques, et par là même de fragiliser la pratique des langues minoritaires au sein de l'administration fédérale ? Derrière ces questions liant IA et plurilinguisme se joue en filigrane celle de la cohésion sociale et culturelle de la Suisse.

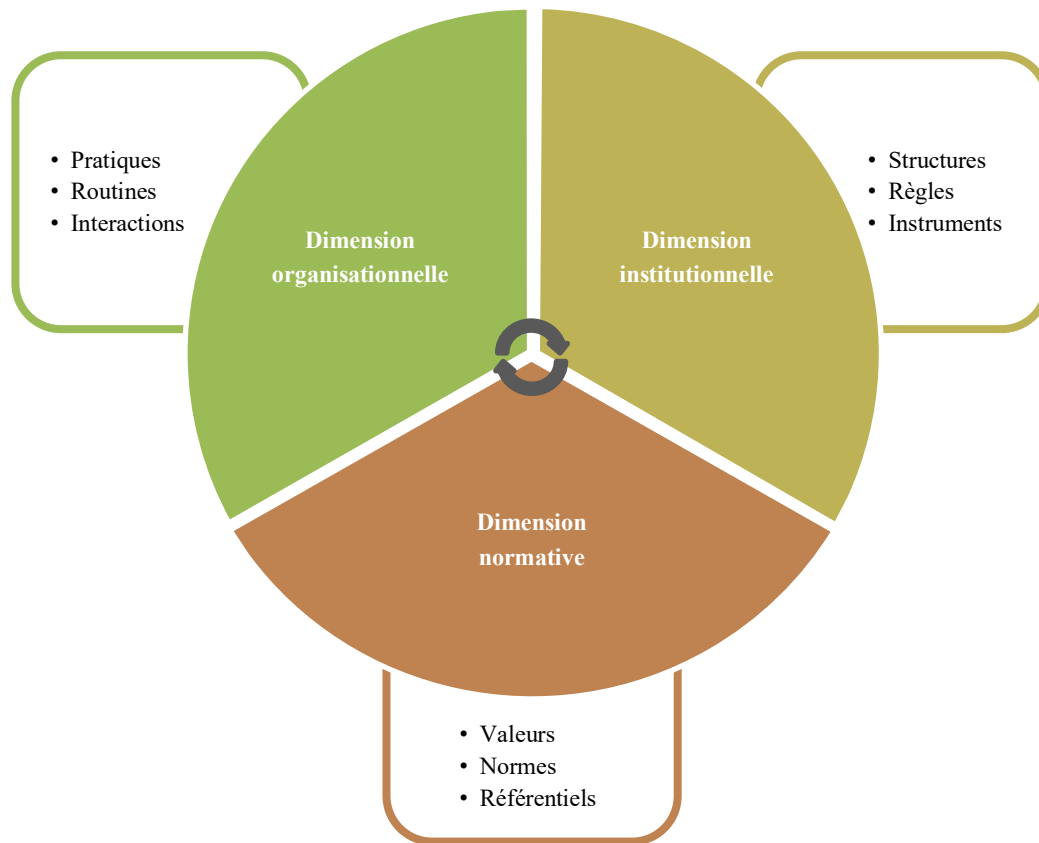
Compte tenu des évolutions rapides dans le domaine de l'IA linguistique, la Déléguée fédérale au plurilinguisme a mandaté le Centre d'études sur la démocratie d'Aarau (ZDA) de l'Université de Zurich pour conduire une première étude-pilote sur les effets de l'IA sur le plurilinguisme au sein de l'administration fédérale. Malgré l'usage croissant d'outils d'IA linguistique, on dispose encore de peu d'informations quant à leurs conséquences concrètes pour la pratique et la promotion du plurilinguisme. Cette étude-pilote vise donc à offrir un premier état des lieux des dynamiques déjà observables au sein de l'administration fédérale, tant au niveau des pratiques linguistiques quotidiennes que des ajustements organisationnels et stratégiques liés à l'utilisation de l'IA, et à identifier les évolutions possibles à moyen et long terme. L'objectif est d'ouvrir une réflexion sur l'avenir du plurilinguisme administratif dans un environnement technologique en mutation et de poser les jalons analytiques et méthodologiques d'une éventuelle étude plus approfondie.

2. Cadre analytique et approche méthodologique

Le rapport de cette étude-pilote s'appuie sur une grille d'analyse structurée autour de trois dimensions de l'action publique (organisationnelle, institutionnelle et normative) permettant d'appréhender les effets de l'IA sur la pratique et la promotion du plurilinguisme dans l'administration fédérale. Cette approche s'inscrit dans la lignée des théories néo-institutionnalistes qui occupent une place centrale dans l'analyse des politiques publiques et de l'action de l'État. Cette approche s'appuie sur l'hypothèse fondamentale que le fonctionnement des organisations publiques repose sur l'articulation entre des routines professionnelles, des

³Art. 6, Art. 7 et Art. 8. Ordonnance sur les langues nationales et la compréhension entre les communautés linguistiques (Olang), RS 441.11.

règles formelles et des cadres culturels et cognitifs (Scott 2013). En distinguant ces différents niveaux d'analyse, ce cadre analytique permet de situer l'impact de l'IA dans un continuum allant du micro au macro, des ajustements concrets observés dans les usages linguistiques quotidiens aux transformations plus larges des valeurs et des dynamiques sociétales.



Source : Représentation propre

Figure 1. Cadre analytique pour l'étude-pilote

Dimension organisationnelle : cette première dimension (niveau micro) s'intéresse aux routines de travail et aux interactions quotidiennes au sein des unités administratives. Elle analyse la manière dont les employé·e·s de l'administration fédérale utilisent les outils d'IA dans leurs tâches professionnelles et comment ces usages influencent les pratiques linguistiques et les compétences sollicitées. L'objectif est d'identifier les effets opérationnels de l'IA sur les dynamiques internes de travail, et plus particulièrement son impact sur l'usage des langues minoritaires (français, italien, romanche) dans les échanges au sein des unités administratives.

Dimension institutionnelle : la deuxième dimension (niveau méso) renvoie aux règles, procédures et instruments de gouvernance qui structurent l'action publique. Elle analyse la manière dont le déploiement des outils d'IA s'insère dans des structures institutionnelles existantes et comment ces usages peuvent infléchir les règles et mécanismes de gouvernance

en matière de promotion du plurilinguisme. L'objectif est d'identifier les effets institutionnels de l'IA, en particulier les ajustements des procédures de gestion des ressources humaines (notamment vis-à-vis des exigences linguistiques) et leurs implications sur la composition du personnel administratif.

Dimension normative : la troisième dimension (niveau macro) s'attache aux valeurs, aux normes et aux référentiels culturels qui orientent l'action publique. Elle étudie comment l'usage de l'IA reconfigure les principes qui fondent le plurilinguisme fédéral ainsi que la valeur accordée aux compétences linguistiques humaines. L'objectif est d'identifier les effets normatifs de l'IA, en analysant les redéfinitions possibles des logiques de légitimité entourant le plurilinguisme et en mettant en lumière les tensions ou les recompositions entre les principes fondamentaux du plurilinguisme et les nouvelles attentes liées à la performance et à l'efficacité technologique.

Pour recueillir les données empiriques nécessaires à ce rapport, plusieurs méthodes et sources ont été combinées. Celles-ci incluent :

Une analyse documentaire : cette première étape vise à établir un état de l'art sur l'usage de l'IA linguistique dans des contextes administratifs multilingues. Outre la revue de la littérature scientifique internationale, l'analyse intègre également les expériences menées au sein d'organisations internationales et d'administrations publiques d'autres pays multilingues⁴.

Une analyse du cadre juridique : cette deuxième étape consiste à examiner les bases légales régissant l'usage des technologies de traduction et d'interprétation basées sur l'IA dans l'administration fédérale. Elle repose sur un inventaire des actes légaux pertinents ainsi que des documents internes visant à orienter ou encadrer les pratiques linguistiques. L'objectif est d'identifier à la fois les règles applicables à l'usage de ces outils et les éléments potentiellement impactés par ceux-ci.

Des tables rondes exploratoires : cette troisième étape visait à recueillir les perspectives des acteur·ice·s clés sur l'impact potentiel de l'IA sur la pratique et la promotion du plurilinguisme dans l'administration fédérale. En octobre 2025, deux tables rondes ont été organisées. L'une portait sur les enjeux de gouvernance, l'autre sur les pratiques linguistiques quotidiennes. Ces discussions ont réuni une vingtaine de participant·e·s impliqué·e·s dans la thématique et issu·e·s de diverses unités administratives, niveaux hiérarchiques et contextes linguistiques. Les échanges ont été enregistrés et analysés selon des méthodes d'enquête qualitatives (Mayring 2014).

⁴Dans ce rapport, le terme *plurilinguisme* est privilégié au terme *multilinguisme* pour désigner un principe institutionnel de reconnaissance et de promotion des langues officielles, en Suisse comme ailleurs. En revanche, le terme *multilingue*, plutôt que *plurilingue*, est employé pour qualifier les pratiques et les modes de communication impliquant plusieurs langues, et plus largement, la coexistence de plusieurs langues au sein d'une organisation, d'une société ou d'un territoire.

En mobilisant ces différentes sources, l'analyse croise cadres institutionnels, comparaisons internationales et expériences de terrain afin de saisir les enjeux actuels et les trajectoires possibles de la politique du plurilinguisme à l'ère de l'IA.

3. L'IA dans les administrations publiques contemporaines : entre risques et opportunités

Au cours des dernières années, les systèmes d'IA ont largement investi la sphère publique. Ces technologies, définies comme des systèmes automatiques capables, à partir d'inputs variés, de générer des outputs tels que des prévisions, des contenus, des recommandations ou des décisions⁵, sont devenues un levier central de modernisation administrative, au même titre que l'informatisation des années 1990 ou la numérisation des années 2000. Les feuilles de route et stratégies internationales en matière d'IA dans les administrations publiques soulignent trois objectifs récurrents⁶:

- accroître l'efficacité des processus,
- optimiser l'allocation des ressources,
- améliorer la qualité et la rapidité des services publics.

Dans un contexte marqué par des volumes d'information croissants, des délais de traitement toujours plus courts et des ressources humaines limitées, l'IA est ainsi devenue un appui opérationnel central pour de nombreuses administrations publiques à travers le monde. L'introduction progressive de ces technologies transforme non seulement les processus administratifs, mais redéfinit aussi les emplois publics. À cet égard, une étude menée par le Cabinet Roland Berger estime que plus d'un tiers des emplois publics connaîtront des changements importants au cours des prochaines années, dont 7 % sont susceptibles d'être totalement automatisés⁷.

Bien que ces projections soient tournées vers l'avenir, les usages observés montrent que cette révolution est déjà largement engagée. Dans de nombreuses administrations, l'IA est d'ores et déjà insérée dans les pratiques quotidiennes des fonctionnaires. Qu'il s'agisse d'administrations publiques nationales ou d'institutions internationales, elle est utilisée de manière intensive et routinière pour accélérer ou alléger des tâches jugées répétitives ou chronophages : classer des documents, produire des synthèses, hiérarchiser des flux d'information ou préparer des textes administratifs (Straub et al. 2024).

⁵Confédération suisse. 2025. Stratégie pour l'utilisation de systèmes d'IA dans l'administration fédérale. En ligne: <https://www.bk.admin.ch/bk/fr/home/digitale-transformation-ikt-lenkung/vorgaben/sb021-strategie-einsatz-von-ki-systemen-in-der-bundesverwaltung.html> [Consulté le 18/11/2025].

⁶Commission Européenne. 2020. Livre Blanc Intelligence artificielle Une approche européenne axée sur l'excellence et la confiance. En ligne: <https://op.europa.eu/fr/publication-detail/-/publication/ac957f13-53c6-11ea-aece-01aa75ed71a1> [Consulté le 18/11/2025].

⁷Roland Berger. 2025 The public sector in the age of Gen AI. En ligne: <https://www.rolandberger.com/en/Insights/Publications/The-public-sector-in-the-age-of-Gen-AI.html> [Consulté le 18/11/2025].

Les comparaisons internationales indiquent que l'adoption de l'IA suit souvent une dynamique progressive⁸:

- des projets pilotes ou d'expérimentations isolées au sein d'unités opérationnelles spécifiques;
- l'élaboration de directives internes pour encadrer ces usages ;
- l'intégration dans des programmes plus larges de transformation numérique ;
- puis dans certains pays, une institutionnalisation dans des stratégies sectorielles ou nationales.

Initialement portés « par le bas » par les services confrontés à des contraintes de volumétrie, de délais ou de sous-effectifs, les systèmes d'IA s'imposent aujourd'hui comme une composante à part entière des infrastructures administratives contemporaines.

Si l'adoption de l'IA concerne l'ensemble des activités administratives, les outils d'IA linguistique occupent aujourd'hui une place essentielle dans les environnements institutionnels multilingues. Il s'agit là de technologies hétérogènes, regroupant à la fois des outils spécialisés de traduction automatique et d'interprétation assistée (DeepL, Google Translate) conçus spécifiquement pour le transfert d'un contenu d'une langue à une autre, et des modèles LLM plus généralistes (ChatGPT, Gemini, Claude) destinés à la génération et à la reformulation de textes mais également mobilisés pour la production et la traduction de contenus dans plusieurs langues. Au sein des organisations multilingues, ces technologies d'IA linguistique poursuivent des objectifs de productivité et d'efficacité, mais interagissent également directement avec des enjeux institutionnels fondamentaux : représentation équilibrée des langues officielles dans le fonctionnement administratif, maintien d'un usage effectif de ces langues et garantie de leur égalité de traitement.

Les débats récents au Canada illustrent bien ces tensions. L'introduction d'outils d'IA au Bureau de la traduction du gouvernement fédéral canadien a suscité des préoccupations de la part du Commissaire aux langues officielles quant au respect effectif du bilinguisme officiel⁹. Les objectifs de modernisation et de réduction des délais de traitement y entrent en tension avec des impératifs liés aux droits linguistiques, à l'égalité entre le français et l'anglais, ainsi qu'à la transparence et à la qualité des documents produits. Cette controverse rappelle que l'usage d'IA linguistique, dans un contexte institutionnel multilingue, touche directement à l'égalité d'accès aux services publics et à la protection des droits civiques des locuteur·ice·s des langues minoritaires.

Dans un environnement administratif comme celui de la Confédération, où le plurilinguisme constitue à la fois un principe juridique contraignant et un repère symbolique

⁸OECD. 2025. Governing with Artificial Intelligence. En ligne: https://www.oecd.org/en/publications/governing-with-artificial-intelligence_795de142-en.html [Consulté le 18/11/2025].

⁹Commissariat aux langues officielles. 2024. Lettre du commissaire à la présidente du Conseil du Trésor au sujet de la Stratégie en matière d'intelligence artificielle pour la fonction publique fédérale. En ligne : <https://www.clo-ocol.gc.ca/fr/salle-nouvelles/2025-03-05/lettre-du-commissaire-presidente-du-conseil-du-tresor-au-sujet-strategie-en-matiere-dintelligence-artificielle-pour-fonction-publique-federale> [Consulté le 18/11/2025].

essentiel pour la cohésion nationale, la généralisation de l'IA linguistique soulève des questions de fond :

- Comment ces technologies influencent-elles la pratique et la promotion du plurilinguisme ?
- Quelle place conservent les compétences linguistiques humaines face à la traduction automatique et à l'interprétation assistée ?
- Ces outils risquent-ils de transformer les exigences en matière de connaissances linguistiques, voire d'en fragiliser la préservation ?

Ces interrogations constituent le cœur de l'analyse menée dans les trois prochaines sections.

4. Effets opérationnels de l'IA sur le plurilinguisme dans l'administration fédérale

Dans les environnements administratifs multilingues, les outils d'aide à la compréhension, à la traduction et à la rédaction de documents en plusieurs langues facilitent sensiblement le travail quotidien. L'Union européenne s'appuie par exemple massivement sur son service officiel de traduction « eTranslation » pour soutenir la production de contenu dans plus d'une trentaine de langues, aussi bien au sein de ses institutions que dans les administrations des États membres¹⁰. Les Nations Unies de leur côté encouragent explicitement un usage encadré de la traduction automatique comme appui aux services linguistiques, tout en insistant sur le maintien indispensable du contrôle humain pour garantir la qualité et l'égalité des langues¹¹.

La Confédération suisse s'inscrit également dans cette même dynamique. Depuis 2019, l'usage de DeepL Pro n'a cessé de croître dans l'administration fédérale. L'ensemble des employé·e·s de l'administration fédérale y ont accès via une interface web. Chaque mois, l'administration traduit désormais l'équivalent de plus d'un million de pages via ce système¹². Les données d'utilisation confirment l'ampleur du phénomène. Une enquête menée en 2024 par le Centre de compétences pour les technologies linguistiques (CCTL) de l'administration fédérale révèle que 99 % des répondant·e·s utilisent la traduction automatique, dont près de la moitié quotidiennement, DeepL Pro étant l'outil le plus utilisé¹³.

¹⁰Comité européen des régions. n.d. eTranslation Le système éprouvé de traduction en ligne de l'Union européenne. En ligne : <https://cor.europa.eu/fr/etranslation> [Consulté le 18/11/2025].

¹¹Nations Unies. Cadre stratégique des Nations Unies sur le multilinguisme. En ligne : https://www.un.org/dgacm/sites/www.un.org.dgacm/files/french_un_strategic_framework_on_multilingualism_web.pdf [Consulté le 18/11/2025].

¹²ASTTI. 2024. Document de travail de l'ASTTI sur les implications de l'intelligence artificielle pour les prestataires de services linguistiques. En ligne : <https://astti.ch/wp-content/uploads/2024/11/Document-de-travail-IIA-pour-le-site-de-IASTTI-Version-finale-8.11.24-F.pdf> [Consulté le 18/11/2025].

¹³Chancellerie fédérale. 2025. L'intelligence artificielle au service de la traduction : perspectives d'avenir. Rapport des résultats des sondages 2024. Document interne non publié [Consulté le 18/11/2025].

Selon la Conférence interdépartementale des services linguistiques (CISL), cette adoption massive n'a toutefois entraîné ni modification significative des effectifs ni des volumes pris en charge par les services de traduction officiels¹⁴. L'enjeu principal semble ainsi se situer davantage dans les interactions informelles, où l'IA redéfinit d'ores et déjà les pratiques et les équilibres linguistiques.

Si les productions officielles externes restent encore soumises à une traduction humaine, la quasi-totalité des communications internes multilingues est en effet aujourd'hui médiée (directement ou indirectement) par des outils d'IA linguistique. C'est dans ce contexte d'usage massif et routinisé de ces outils dans les pratiques de travail quotidiennes que s'inscrivent les réflexions de cette étude-pilote. Sans prétendre fournir un diagnostic exhaustif, le présent rapport met en lumière plusieurs tendances émergentes touchant à la production des contenus multilingues (section 4.1) et aux pratiques linguistiques (section 4.2) dans l'administration fédérale.

4.1 Évolution des contenus multilingues à l'ère de l'IA

Cette sous-section examine la manière dont la production des contenus multilingues évolue avec l'IA linguistique. Elle s'intéresse spécifiquement aux documents produits au sein de l'administration fédérale ainsi qu'aux outils mobilisés pour les rédiger ou les traduire.

L'un des constats les plus nets concerne la place désormais centrale qu'occupe la traduction automatique dans les communications internes. Selon l'enquête du CCTL, 87 % des personnes interrogées y recourent au moins chaque semaine, dont 47 % quotidiennement, principalement dans le cadre de la correspondance multilingue¹⁵. Les tables rondes ont confirmé cette évolution. Plusieurs intervenants soulignent que les employé·e·s de l'administration fédérale s'appuient de plus en plus sur ces outils pour « fluidifier » les échanges internes, décrivant des workflows où DeepL intervient dès les premières étapes de rédaction, sans plus passer systématiquement par une traduction humaine. Cette dynamique s'inscrit dans un contexte de pression accrue sur les délais et les ressources¹⁶. La rapidité d'exécution et l'accès immédiat aux traductions sont ainsi largement perçus par les employé·e·s de la Confédération comme des moyens efficaces de gagner du temps et d'accroître leur productivité.

Ces évolutions invitent à considérer la possibilité d'un potentiel effet rebond. Lorsque les processus de rédaction et de traduction gagnent en rapidité et en accessibilité, la quantité de

¹⁴Les données fournies par une source interne, sur la base des statistiques de la CISL montrent que le nombre d'équivalents plein-temps dans les métiers linguistiques est passé de 325 EPT en 2019 à 354 EPT en 2024. Le nombre de pages traduites par les services internes est passé de 235 000 à plus de 294 000, et le volume des traductions externalisées est resté stable, malgré une baisse légère du prix moyen par page.

¹⁵Chancellerie fédérale. 2025. L'intelligence artificielle au service de la traduction : perspectives d'avenir. Rapport des résultats des sondages 2024. Document interne non publié [Consulté le 18/11/2025].

¹⁶Public First. 2024. AI & the Public Sector. En ligne : https://opensourceai.publicfirst.co.uk/content/Meta_The_Future_of_Public_Services.pdf [Consulté le 19/11/2025].

contenus produits a naturellement tendance à augmenter. À ce jour, ce n'est pas le cas des communications officielles à destination du public ou de partenaires externes, qui doivent impérativement transiter par les services de traduction professionnels et sont ainsi relativement stables depuis 2019. En revanche, les échanges internes échappent à ce cadre et aucun chiffre ne permet d'en mesurer l'ampleur. Or, au regard de ce qui est observé dans d'autres administrations plurilingues, un tel phénomène est plausible. À titre d'exemple, l'Union européenne a vu les volumes traités par *eTranslation* passer de 19 millions de pages lors de son lancement en 2017 à plus de 760 millions en 2024, signe que l'IA peut mécaniquement entraîner une hausse très importante des textes traduits¹⁷. Ce mouvement peut avoir des retombées positives, notamment en permettant de rendre disponibles davantage de contenus dans des langues minoritaires auparavant limitées par le manque de ressources humaines et financières pour la traduction. Toutefois, il s'accompagne aussi de risques. Plusieurs analyses récentes sur le « AI-workslop » (néologisme utilisé pour désigner du contenu professionnel souvent de qualité médiocre généré par IA) soulignent que la multiplication rapide de textes générés ou traduits automatiquement peut produire un travail caché de vérification, de correction et de clarification, susceptible d'annuler une partie des gains de productivité attendus¹⁸.

La question de la qualité des contenus produits apparaît particulièrement centrale à la lumière du phénomène du « AI-workslop », qui pointe la démultiplication de textes générés par l'IA truffés d'erreurs, de contradictions ou d'approximations. Bien que 95 % des sondé·e·s dans l'étude du CCTL se déclarent satisfait·e·s de DeepL Pro, la qualité des traductions demeure une préoccupation majeure¹⁹. Cette inquiétude a également été exprimée lors des tables rondes, où plusieurs participant·e·s ont évoqué une baisse de qualité des textes générés par IA, notamment lorsque ceux-ci ne font plus systématiquement l'objet d'une vérification humaine. Les discussions mettent en évidence les asymétries linguistiques intrinsèques à ces technologies, observées également dans d'autres contextes multilingues²⁰. Ainsi, la qualité des traductions varie en fonction de la langue ciblée, avec les langues majoritaires (surtout l'allemand) bénéficiant de rendus satisfaisants, tandis que les traductions vers l'italien sont plus variables et celles vers le romanche restent très peu fiables. Cette inégale couverture techno-linguistique peut accroître la charge de travail des locuteur·trice·s de langues minoritaires, voire les dissuader de recourir à ces outils dans leur pratique quotidienne.

¹⁷Commission Européenne. n.d. AI-based multilingual services – using EU language data to innovate. En ligne : https://translation.ec.europa.eu/language-data-and-ai-using-ai-break-down-language-barriers/ai-based-multilingual-services-using-eu-language-data-innovate_en?prefLang=fr [Consulté le 19/11/2025].

¹⁸Forbes. 2025. Why AI 'Workslop' Kills Productivity—And How To Prevent It. En ligne : <https://www.forbes.com/sites/carolinecastrillon/2025/10/02/ai-workslop-could-be-the-biggest-threat-to-productivity/> [Consulté le 19/11/2025].

¹⁹Chancellerie fédérale. 2025. L'intelligence artificielle au service de la traduction : perspectives d'avenir. Rapport des résultats des sondages 2024. Document interne non publié [Consulté le 18/11/2025].

²⁰Parlement Européen. 2022. The European Union's approach to multilingualism in its own communications policy. En ligne : [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2022/699648/IPOL_STU\(2022\)699648_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2022/699648/IPOL_STU(2022)699648_EN.pdf) [Consulté le 18/11/2025].

« Beaucoup de collaborateur·ice·s utilisent DeepL Pro quotidiennement pour lire plus rapidement, comprendre ou même rédiger un texte dans une autre langue. Le recours à DeepL comme substitut au service de traduction reste marginal, mais son utilisation est devenue très fréquente dans la communication interne, notamment dans les échanges d'e-mails. »

Comme l'exprime ce·tte participant·e aux tables rondes, les technologies de traduction automatique et les outils d'interprétation assistée sont aujourd'hui largement diffusés dans la communication interne de l'administration fédérale. Leur généralisation ouvre des perspectives nouvelles pour accélérer la production multilingue et la diffusion de l'information mais soulève également des questions quant à la qualité des textes générés et à la charge de vérification qui en découle. Ces évolutions invitent à approfondir la réflexion sur la responsabilité éditoriale face aux contenus générés par l'IA et sur les mécanismes internes capables d'en garantir la fiabilité.

4.2 Évolution des pratiques linguistiques à l'ère de l'IA

Cette sous-section s'attache à la manière dont l'usage de l'IA reconfigure les pratiques linguistiques des employé·e·s de l'administration fédérale ainsi que les interactions quotidiennes au sein des équipes. Elle s'intéresse spécifiquement aux compétences mobilisées ainsi qu'aux dynamiques individuelles et collectives qui émergent dans un environnement technologique en mutation.

Un premier constat concerne l'évolution des compétences linguistiques sollicitées dans le travail quotidien. Plusieurs participant·e·s aux tables rondes décrivent un glissement progressif des compétences actives (la capacité à formuler et rédiger dans une seconde ou troisième langue) vers des compétences davantage passives (la capacité à comprendre une langue à l'oral ou à l'écrit). Cette dynamique s'accompagne de l'émergence de nouvelles tâches de post-édition et de contrôle qualité, désormais largement intégrées aux routines professionnelles. Ces activités exigent un jugement linguistique affiné, puisqu'il faut suffisamment connaître la langue pour pouvoir repérer les erreurs parfois subtiles commises par l'IA. Les débats récents au Canada autour du recours à l'IA linguistique vont dans le même sens. Loin de supprimer le besoin d'expertise humaine, ces technologies renforcent au contraire la nécessité de recourir à des traducteurs afin de garantir la qualité des contenus²¹. Dans ce contexte, une « charge invisible » peut émerger, concentrée sur les employé·e·s disposant de compétences linguistiques solides, souvent issu·e·s de communautés linguistiques minoritaires,

²¹Radio Canada. 2024. IA au Bureau de la traduction : le commissaire aux langues officielles met en garde Ottawa. En ligne: <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2069380/intelligence-artificielle-traduction-langues-officielles-ottawa> [Consulté le 19/11/2025].

qui risquent de se retrouver régulièrement sollicité·e·s pour vérifier ou corriger les traductions au sein des équipes.

Lors des tables rondes, des inquiétudes ont émergé quant à une dépendance accrue aux outils de traduction automatique et d'interprétation assistée. Plusieurs participant·e·s évoquent un risque de « paresse intellectuelle », un phénomène également relevé dans plusieurs études alertant sur l'externalisation excessive de tâches cognitives aux IA génératives²². Cette diminution des efforts d'apprentissage pourrait à terme entraîner un désapprentissage progressif des compétences linguistiques. Certain·e·s intervenant·e·s soulignent par ailleurs qu'un décalage intergénérationnel pourrait se dessiner. Les personnes formées à une époque où la maîtrise active de plusieurs langues était davantage valorisée disposent souvent d'un socle linguistique solide, mais se montrent parfois moins à l'aise avec les technologies. À l'inverse, les « digital natives » maîtrisent mieux les outils et tendent à s'appuyer davantage sur l'IA pour compenser des compétences linguistiques plus limitées dans certaines langues officielles. Dans certaines équipes, cette dynamique peut favoriser un recours à l'anglais comme lingua franca, surtout chez les plus jeunes. Ces effets ne sont toutefois pas uniformes. Pour une partie du personnel fédéral, l'IA sert de support d'apprentissage : certains employé·e·s rédigent par exemple volontairement dans une autre langue puis comparent leur formulation à celle de DeepL Pro pour améliorer leur vocabulaire. L'IA devient ainsi, selon les usages, soit un substitut à l'effort, soit un vecteur d'apprentissage.

Enfin, les interactions quotidiennes au sein ou entre les équipes connaissent elles aussi des transformations. Plusieurs participant·e·s aux tables rondes soulignent que les outils de traduction automatique renforcent l'autonomie des locuteur·trice·s issu·e·s de communautés linguistiques minoritaires dans la mesure où chacun sait que son message sera compris. On observe ainsi une hausse notable de l'usage du français et de l'italien dans les échanges internes, certain·e·s italophones ou francophones notant désormais recevoir systématiquement des contenus rédigés dans leur langue. Cet effet tient toutefois au fait que ces deux langues sont relativement bien prises en charge par les modèles actuels, ce qui n'est pas le cas d'autres langues comme le romanche quasi invisible dans le monde numérique²³. Ces évolutions interrogent plus largement la mise en œuvre concrète du principe du « chacun dans sa langue » au cœur du plurilinguisme dans l'administration fédérale. L'IA rend désormais techniquement possible son application plus systématique, y compris dans des situations où des collaborateur·ice·s issu·e·s de minorités linguistiques devaient auparavant s'adapter à la langue dominante pour être compris·e·s. Cela ne signifie toutefois pas que les langues minoritaires soient mieux maîtrisées par les collègues non natif·ve·s dans la mesure où une part croissante de la rédaction et de la compréhension des textes est désormais prise en charge par la

²²Unleash. 2025. Is AI causing a decline in cognitive and creative skills? En ligne: <https://www.unleash.ai/artificial-intelligence/is-ai-causing-a-decline-in-cognitive-and-creative-skills/> [Consulté le 24/11/2025].

²³Nations Unies. 2025. Mind your language: The battle for linguistic diversity in AI. En ligne: <https://news.un.org/en/story/2025/03/1161406> [Consulté le 20/11/2025].

technologie. Cette dynamique introduit de nouveaux arbitrages en matière de qualité des contenus, l'IA facilitant la rapidité et l'accessibilité des échanges, mais parfois au détriment de la précision des formulations. Plusieurs intervenant·e·s soulignent d'ailleurs un décalage entre des échanges écrits, dont la fluidité peut donner l'impression d'une compréhension partagée, et des interactions orales plus laborieuses lors des séances.

« Avec ces outils, je crois que les compétences demandées deviennent presque plus passives : il s'agit de vérifier si le texte a du sens, si la traduction respecte ce que j'ai voulu dire plutôt que de rédiger moi-même un texte dans une autre langue. »

La citation ci-dessus, issue de la table ronde consacrée aux pratiques linguistiques, illustre la manière dont l'usage de l'IA contribue à redéfinir les compétences mobilisées dans le travail quotidien. Cela montre que l'IA transforme progressivement les équilibres entre langues et les modes d'interaction au sein des équipes. Si ces outils offrent de nouveaux appuis pour communiquer et gagner en autonomie, ils peuvent aussi s'accompagner d'effets de désapprentissage et de déresponsabilisation. L'IA modifie également les conditions d'usage des langues dans les équipes. Se pose alors la question de savoir si cette évolution contribue à un rééquilibrage des pratiques linguistiques ou si elle ne risque pas, dans certaines configurations, de renforcer la position de la langue majoritaire en permettant à ses locuteur·ice·s de s'appuyer davantage sur la technologie, tandis que les minorités linguistiques resteraient tenues de maîtriser plusieurs langues pour évoluer au sein de l'administration.

5. Effets institutionnels de l'IA sur le plurilinguisme dans l'administration fédérale

Dans les administrations publiques multilingues, le plurilinguisme repose généralement sur un ensemble de règles et de mécanismes institutionnels qui encadrent l'usage des langues officielles dans les processus internes. Au Canada, par exemple, le bilinguisme fédéral est structuré par la Loi sur les langues officielles (LLO)²⁴, complétée par la Directive sur les langues officielles pour la gestion des personnes²⁵. Ensemble, elles fixent les profils linguistiques requis pour chaque poste, standardisent les niveaux de compétence et imposent la désignation de coordonnateurs linguistiques dans chaque ministère. Le respect de ces règles fait l'objet d'une surveillance indépendante exercée par le Commissaire aux langues officielles.

²⁴Loi sur les langues officielles (LLO). L.R.C (1985), ch. 31

²⁵Gouvernement du Canada. 2025. Directive sur les langues officielles pour la gestion des personnes. En ligne: <https://www.tbs-sct.canada.ca/pol/doc-fra.aspx?id=26168> [Consulté le 20/11/2025].

En Suisse, le plurilinguisme institutionnel est régi par la Loi sur les langues (LLC)²⁶ et son ordonnance d'application, qui définissent les exigences linguistiques minimales pour le personnel fédéral et les fourchettes cibles de représentation des différentes communautés linguistiques. La Déléguée fédérale au plurilinguisme assure la coordination et le suivi de ces objectifs. L'encadrement institutionnel de l'IA est quant à lui plus récent. Depuis 2020, des lignes directrices fixent les principes généraux de l'utilisation de l'IA au sein de l'administration fédérale, en insistant sur la nécessité de créer des conditions favorables à l'innovation tout en plaçant l'humain au centre des préoccupations²⁷. Ce cadre a été complété en 2025 par une stratégie partielle relative à l'utilisation des systèmes d'IA dans l'administration fédérale, qui vise à opérationnaliser ces principes et à orienter le déploiement de ces technologies dans les processus administratifs²⁸. À un niveau plus opérationnel, des aide-mémoires limitent explicitement l'usage de la traduction automatique aux communications informelles, pour autant qu'ils ne contiennent pas d'informations sensibles ni de données personnelles²⁹. Le Réseau de compétences en intelligence artificielle (CNAI), créé en 2022, soutient cette transition en favorisant le partage d'expertise et d'expériences nationales et internationales en matière d'IA.

L'IA linguistique s'insère ainsi dans un environnement institutionnel où l'usage des langues est organisé par des règles et des mécanismes bien établis. Les outils de traduction automatique et d'interprétation assistée interagissent désormais avec la gouvernance du plurilinguisme. C'est dans cette articulation émergente entre un cadre linguistique stabilisé et une architecture technologique encore en construction que s'inscrivent les réflexions de cette étude-pilote. Le présent rapport met en évidence plusieurs tendances émergentes, révélatrices d'ajustements institutionnels en matière de gouvernance (section 5.1) et de gestion des ressources humaines (section 5.2) dans l'administration fédérale.

5.1 Évolution de la gouvernance stratégique à l'ère de l'IA

Cette sous-section analyse la manière dont l'IA linguistique reconfigure les procédures et instruments qui encadrent le plurilinguisme fédéral. Elle examine en particulier les zones de friction entre des usages technologiques en expansion rapide et des dispositifs institutionnels encore largement conçus pour un environnement pré-IA.

²⁶Loi fédérale sur les langues nationales et la compréhension entre les communautés linguistiques (LLC), RS 441.1.

²⁷Confédération suisse. 2020. « Intelligence artificielle » lignes directrices pour la Confédération. En ligne : <https://www.sbf.admin.ch/dam/fr/sd-web/-uy97trD1VMc/Leitlinien%2520K%C3%BCnstliche%2520Intelligenz%2520-%2520DE%5B1%5D.pdf/Leitlinien%20K%C3%BCnstliche%20Intelligenz%20-%20FR.pdf> [Consulté le 28/11/2025].

²⁸Confédération suisse. 2025. Stratégie Utilisation de systèmes d'IA dans l'administration fédérale. En ligne : <https://www.bk.admin.ch/bk/fr/home/digitale-transformation-ikt-lenkung/vorgaben/sb021-strategie-einsatz-von-ki-systemen-in-der-bundesverwaltung.html> [Consulté le 20/11/2025].

²⁹Chancellerie fédérale. 2024. Aide-mémoire concernant l'utilisation de DeepL Pro Translate et de DeepL Write. En ligne : <https://cnaai.swiss/wp-content/uploads/2024/06/Merkblatt-DeepL-V2-FR.pdf> [Consulté le 18/11/2025].

Un premier constat tient à l'absence d'articulation explicite entre les stratégies en matière d'IA et les dispositifs encadrant le plurilinguisme. De manière générale, le plurilinguisme n'est pas mentionné explicitement dans les textes stratégiques liés à l'IA, tant au niveau international que national. Cela témoigne d'une volonté de définir des cadres généraux applicables à une grande diversité de contextes et de situations. C'est le cas des Nations Unies, dont les feuilles de route sur l'IA ne traduisent pas le principe fondateur du plurilinguisme inscrit dans leur Charte³⁰. La Belgique et le Luxembourg suivent une logique similaire dans la mesure où ni la charte pour une IA responsable dans les services publics adoptée par la Belgique en juillet 2025³¹, ni l'initiative AI4Gov lancée par le Luxembourg en août 2025³² ne mentionnent explicitement les enjeux (pluri)linguistiques. La Suisse s'inscrit elle aussi dans cette tendance : ni la Convention-cadre du Conseil de l'Europe, ni la stratégie partielle de la Confédération pour l'utilisation de l'IA dans l'administration fédérale n'ont, à ce jour, donné lieu à des règles ou mécanismes spécifiquement consacrés à l'articulation entre IA et plurilinguisme. Ces textes mobilisent de grands principes transversaux (droits fondamentaux, démocratie, État de droit) pour couvrir tous les enjeux d'inclusion, y compris des différentes communautés linguistiques. Ainsi, les recommandations existantes, centrées essentiellement sur la sécurité, la confidentialité ou la protection des données, peuvent influencer les pratiques linguistiques, mais elles ne constituent pas pour autant des garde-fous en matière de représentativité ou de maintien des compétences linguistiques. Or, si la gouvernance du plurilinguisme reste formellement bien établie (avec des objectifs chiffrés et des instruments de suivi définis), elle n'est plus nécessairement ajustée aux environnements de travail transformés par l'IA linguistique. Ces technologies modifient déjà certaines pratiques linguistiques (voir 4.1 et 4.2), et, faute de garde-fous techno-linguistiques, ces évolutions risquent de s'installer durablement alors même qu'elles ne sont pas pleinement alignées avec les objectifs du cadre de référence du plurilinguisme.

Des réflexions émergent néanmoins en Suisse liant plus directement le déploiement de l'IA aux risques de discrimination algorithmique. Les recommandations formulées en novembre 2025 par la Commission fédérale pour les questions féminines (CFQF) et la Commission fédérale contre le racisme (CFR) mettent ainsi l'accent sur la nécessité de renforcer la protection contre les discriminations fondées notamment sur le genre et l'origine³³. Si ces travaux constituent une avancée majeure dans la reconnaissance des effets

³⁰Nations Unies. 2024. United Nations White Paper AI Governance. En ligne : <https://unsceb.org/united-nations-system-white-paper-ai-governance> [Consulté le 24/11/2025].

³¹BOSA. 2025. Charte pour l'utilisation responsable de l'intelligence artificielle dans les services publics. En ligne : <https://bosa.belgium.be/fr/publications/charte-pour-l'utilisation-responsable-de-l'intelligence-artificielle-dans-les-services> [Consulté le 19/12/2025].

³²Gouvernement Luxembourgeois. 2025. L'initiative AI4Gov En ligne : https://gouvernement.lu/fr/dossiers.gouv2024_mindigital+fr+dossiers+2021+AI4Gov.html [Consulté le 19/12/2025].

³³Confédération suisse. 2025. Recommandations : Protection contre la discrimination algorithmique. En ligne : https://www.ekr.admin.ch/pdf/F_Recommandations_Protection_contre_la_discrimination_algorithmique.pdf [Consulté le 19/12/2025].

discriminatoires potentiels des systèmes algorithmiques, ils n'abordent pas la question des langues nationales ni celle des communautés linguistiques, pourtant centrales dans un contexte multilingue comme celui de la Suisse. L'appel conjoint de la CFQF et de la CFR à l'élaboration d'une loi générale sur l'égalité de traitement (ou loi anti-discrimination)³⁴ ouvre toutefois une perspective politique et juridique pertinente pour élargir le champ de la réflexion et articuler plus clairement les enjeux liés à l'IA, à la discrimination et au plurilinguisme. Combinée à la phase actuelle de mise en œuvre de la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur l'IA et de la stratégie de la Confédération pour l'utilisation de l'IA dans l'administration fédérale, cette dynamique constitue une opportunité pour inscrire de manière plus explicite les principes du plurilinguisme dans la transition numérique de l'administration fédérale.

En pratique, cette absence d'articulation stratégique IA-plurilinguisme se traduit par un pilotage fragmenté au sein des administrations. Les structures chargées du développement numérique et celles responsables du plurilinguisme évoluent en effet en parallèle, sans mécanismes formels de coordination. Ce cloisonnement est visible à l'ONU, où les services linguistiques ne sont pas explicitement cités comme des partenaires formels du groupe de travail interagences sur l'IA (IAWG-AI)³⁵. Dans l'UE, les enjeux linguistiques restent périphériques dans une gouvernance de l'IA avant tout centrée sur la régulation, la sécurité et la compétitivité³⁶. À cet égard, le Canada fait figure d'exception. Une coordination inter-agences y est en cours pour analyser les impacts de l'IA sur le bilinguisme fédéral. Le Conseil du Trésor élabore ainsi, avec l'ensemble des partenaires concernés, un cadre de référence et des lignes directrices visant à intégrer ces considérations dans la politique linguistique fédérale canadienne. En Suisse, les tables rondes ont confirmé que le plurilinguisme est intégré à la « mécanique digitale » de la Confédération, ce qui signifie que le déploiement d'outils d'IA doit pouvoir s'intégrer aux pratiques multilingues de l'administration fédérale. Toutefois, aucune instance de pilotage ou de supervision n'assure aujourd'hui un suivi transversal des interactions entre IA et plurilinguisme. Des initiatives transversales existent, comme le CNAI, qui sera renforcé et repositionné au sein de la Chancellerie fédérale au début de l'année 2026 afin de consolider le pilotage stratégique et la coordination des activités liées à l'usage de l'IA dans l'administration fédérale³⁷. Les employé·e·s confronté·e·s à des problématiques spécifiques liées au plurilinguisme et à l'IA sont encouragé·e·s à s'impliquer activement dans ce réseau, bien que le mandat du CNAI demeure principalement centré sur la mise en réseau des acteurs et le partage d'expertises autour des projets d'IA, sans traiter spécifiquement des

³⁴Confédération suisse. 2025. Avis de droit Protection contre la discrimination algorithmique. En ligne : https://www.ekr.admin.ch/pdf/F_Avis_Discrimination_algorithmique.pdf [Consulté le 19/12/2025].

³⁵Nations Unies. 2024. Inter-Agency Working Group on Artificial Intelligence. En ligne: <https://unsceb.org/sites/default/files/2021-07/IAWG-AI%20ToR.pdf> [Consulté le 24/11/2025].

³⁶Commission Européenne. 2024. Législation sur l'IA. En ligne: https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=OJ%3AL_202401689 [Consulté le 24/11/2025].

³⁷Confédération suisse. 2025. Utilisation de l'intelligence artificielle dans l'administration fédérale : la Confédération prévoit des mesures ciblées et renforce la coordination. En ligne: <https://www.news.admin.ch/fr/newsb/nTc28qni5hdpzQ0tH6RGa> [Consulté le 20/12/2025].

enjeux linguistiques. En l'absence d'une structure dédiée, l'intégration des outils d'IA dans les pratiques multilingues se fait de manière hétérogène au gré des ressources et des priorités propres à chaque Office fédéral. Ce fonctionnement en silos rend difficile l'évaluation des effets de l'IA sur les pratiques linguistiques quotidiennes, empêche d'adapter les usages aux exigences institutionnelles en matière d'égalité des langues et peut, à terme, fragiliser la cohérence de la politique du plurilinguisme.

« Pour l'instant, aucune mesure explicite relative au plurilinguisme n'a été prévue par la stratégie partielle pour l'utilisation de systèmes d'IA de la Confédération. Cela dit, ce n'est pas exclu que ce soit envisagé à l'avenir, puisque la stratégie entre maintenant dans sa phase d'exécution. »

La citation ci-dessus, issue de la table ronde dédiée aux enjeux de gouvernance montre que l'utilisation de l'IA évolue plus vite que les dispositifs institutionnels qui la régulent, créant une zone grise où les pratiques se stabilisent sans réel pilotage linguistique. Ce décalage peut, à terme, creuser l'écart entre pratiques et objectifs formels du plurilinguisme. Cette situation renvoie plus largement à une question de niveau de gouvernance. Les effets de l'IA sur le plurilinguisme dépassent en effet le seul cadre de l'administration fédérale et pourraient relever d'une réflexion stratégique plus large à l'échelle de la Suisse. Or, en l'absence actuelle d'une stratégie nationale globale en matière d'IA, ces enjeux restent traités de manière fragmentée.

5.2 Évolution de la gestion des ressources humaines et linguistiques à l'ère de l'IA

Cette sous-section analyse la manière dont l'IA linguistique reconfigure le cadre RH de l'administration fédérale, en particulier dans son rôle central pour garantir la représentativité linguistique ainsi que l'utilisation équilibrée des langues officielles au sein des unités administratives. Elle examine les effets de ces outils sur les profils linguistiques recrutés ainsi que sur la manière dont les équipes sont structurées.

Le recrutement constitue l'un des principaux instruments de la politique du plurilinguisme. Contrairement à une idée répandue, l'IA ne réduit pas la demande de compétences linguistiques humaines, elle tend même à la renforcer. Une étude de l'OCDE sur le Canada démontre que dans les secteurs les plus exposés à l'IA, la demande en compétences sociales, communicationnelles et linguistiques augmente, l'automatisation renforçant le besoin de nuance et de jugement humain³⁸. Cette logique vaut également pour la Suisse, où le principe du « human-in-the-loop » implique de maintenir une expertise linguistique suffisante pour assumer la responsabilité des contenus générés par IA. Du point de vue de la représentation des communautés linguistiques, l'administration fédérale atteint globalement ses valeurs-cibles,

³⁸OCDE. 2024. Artificial intelligence and the changing demand for skills in Canada. En ligne: https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2024/05/artificial-intelligence-and-the-changing-demand-for-skills-in-canada_fbcc665c/1b20cdb6-en.pdf [Consulté le 25/11/2025].

même si des écarts persistent entre départements³⁹. La pénurie de main-d'œuvre qualifiée contribue en partie à ces disparités. Elle conduit certains Offices à parfois prioriser l'expertise technique sur la compétence linguistique afin de pourvoir des postes en tension, en misant sur l'acquisition ultérieure des compétences linguistiques via des formations internes.

Dans ce contexte, l'IA permet d'envisager, pour certains métiers techniques, des candidat·e·s européen·enne·s hautement qualifié·e·s mais non germanophones. Les participant·e·s aux tables rondes soulignent également que ces outils peuvent réduire certaines barrières structurelles pour les Suisses italophones ou francophones ne maîtrisant pas pleinement l'allemand. Cette dynamique semble toutefois moins évidente pour les postes à responsabilité, où une solide maîtrise linguistique et une compréhension culturelle fine sont encore jugées indispensables pour gérer des équipes. In fine, la composition linguistique du personnel reste fortement influencée par la localisation des unités et les arbitrages managériaux, eux-mêmes liés à l'aisance linguistique des cadres et à leur sensibilité aux minorités (Kübler, Kobelt et Zwicky 2020).

Le principe du plurilinguisme repose également sur la garantie institutionnelle d'un usage effectif des langues nationales dans le fonctionnement des équipes. Alors qu'au Canada, le droit de s'exprimer dans sa langue au travail est un droit individuel exécutoire assorti d'un mécanisme de plainte dédié dans les régions bilingues⁴⁰, en Suisse il s'agit davantage d'un principe général de gouvernance subordonné à la culture d'équipe. Les tables rondes confirment ainsi que certaines unités restent très homogènes sur le plan linguistique, bien qu'elles traitent des dossiers dans plusieurs langues officielles. Si ces « nids linguistiques » existaient déjà avant l'IA, certain·e·s participant·e·s soulignent que les technologies de traduction automatique et d'interprétation assistée contribuent à atténuer la « nécessité opérationnelle » de maintenir une mixité linguistique au sein des équipes. Cela tend à laisser encore davantage de latitude aux Offices pour s'organiser selon leurs préférences et leurs besoins fonctionnels immédiats au détriment des exigences du plurilinguisme. Cette dynamique est particulièrement visible dans les domaines techniques ou scientifiques, où des équipes composées de profils internationaux travaillent de plus en plus en anglais, devenu de facto une langue de travail implicite bien qu'il ne s'agisse pas d'une langue officielle. Dans cet environnement où l'IA prend en charge une partie des besoins linguistiques, le fonctionnement multilingue repose moins sur les compétences actives disponibles dans l'équipe, ce qui peut réduire l'usage effectif de certaines langues nationales et, avec lui, la visibilité institutionnelle du plurilinguisme. Cette réflexion fait écho aux débats en cours au Canada, où le Commissaire aux langues officielles alerte sur le risque qu'un usage accru de l'IA réduise la pratique effective du français au sein de la fonction publique. Dans un contexte où l'IA permet techniquement à

³⁹Confédération suisse. 2023. Rapport d'évaluation 2019-2023 sur la politique de plurilinguisme et objectifs stratégiques 2024-2027 du Conseil fédéral. En ligne : <https://www.plurilingua.admin.ch/fr/evaluation-suivi-coordination> [Consulté le 25/11/2025].

⁴⁰Commissariat aux langues officielles. n.d. Plaintes et enquêtes. En ligne : <https://www.clo-ocol.gc.ca/fr/plaintes-enquetes/avant-porter-plainte>[Consulté le 25/11/2025].

des équipes quasi monolingues de fonctionner dans un environnement multilingue, le rôle des managers apparaît d'autant plus crucial pour maintenir une « culture d'Office » cohérente avec les objectifs institutionnels du plurilinguisme de la Confédération.

« Si je reçois un CV d'une personne qui parle italien et français mais pas allemand, sans DeepL je ne vois pas comment [son engagement] serait envisageable. Avec ces outils, je me dis pourquoi pas. Cela permet à ces personnes d'accéder à des postes de l'administration. »

La citation ci-dessus d'un·e participant·e italoophone aux tables rondes montre que l'IA peut faciliter l'inclusion de nouveaux profils. Cependant, elle peut aussi réduire l'usage interne de certaines langues nationales en rendant possible un monolingue fonctionnel au sein des équipes. Pour préserver l'équilibre du plurilinguisme, tant en termes de représentativité que de pratique effective, ces évolutions appellent un accompagnement institutionnel renforcé, passant notamment par une sensibilisation accrue aux enjeux linguistiques et culturels (en particulier pour les cadres) et par d'éventuelles mesures incitatives soutenant l'apprentissage et la pratique active des langues nationales au quotidien.

6. Effets normatifs de l'IA sur le plurilinguisme dans l'administration fédérale

La Suisse est une nation par la volonté (*Willensnation*), et non par l'homogénéité ethnique ou linguistique. Cette vision place le respect des minorités linguistiques au cœur du contrat social helvétique et nourrit une norme culturelle centrale : celle de l'harmonie linguistique. Le système politique suisse s'est en effet construit sur une relative dépolitisation de la question linguistique, à rebours de contextes comme le Canada ou la Belgique où les clivages linguistiques structurent la compétition partisane et alimentent des revendications communautaires (Stojanović 2021). Cette « pax linguistica » s'appuie sur un principe de territorialité fonctionnel qui, combiné au fédéralisme garantissant l'autonomie politique des territoires, permet aux différentes communautés de préserver leur identité propre tout en favorisant la compréhension mutuelle entre les régions linguistiques.

À ce premier pilier du régime linguistique suisse s'ajoute le plurilinguisme des institutions fédérales. Les autorités fédérales fonctionnent comme une « vitrine » de la Suisse, ce qui signifie que leur légitimité repose en partie sur leur capacité à communiquer dans les différentes langues nationales, à tenir compte des particularités culturelles et à rester attentives aux intérêts régionaux. Le plurilinguisme relève ainsi d'une mission publique spécifique, qui engage la Confédération dans un rôle de garant de l'égalité des langues, de la reconnaissance mutuelle entre communautés et de la cohésion nationale. Ce rôle est formalisé dans la

Constitution, qui confie explicitement à l'État fédéral la responsabilité de protéger et de promouvoir la diversité linguistique.

L'introduction d'outils d'IA linguistique au sein de l'administration fédérale intervient donc dans ce cadre normatif particulier. Au-delà des effets observables sur les pratiques quotidiennes (section 4) ou sur les dispositifs institutionnels (section 5), leur diffusion rapide soulève également des questions plus profondes quant à la manière dont la Confédération conçoit et exerce sa mission de service public. Bien que ces évolutions ne puissent encore être pleinement évaluées, l'étude-pilote ouvre des pistes de réflexion sur les recompositions à l'œuvre vis-à-vis du rapport aux langues et aux pratiques culturelles (section 6.1) et des référentiels qui guident l'action publique face à la révolution technologique en cours (section 6.2).

6.1 Évolution du rapport à la langue à l'ère de l'IA

Cette sous-section propose des axes de réflexion autour de la manière dont l'IA linguistique pourrait reconfigurer le rapport culturel et symbolique aux langues. Elle s'intéresse notamment aux formes d'expression, à la profondeur de la compréhension interlinguistique et aux modes de reconnaissance et de valorisation des langues nationales et de leurs cultures.

Les tables rondes mettent en évidence une dynamique d'uniformisation progressive du langage induite par l'IA. Plusieurs participant·e·s évoquent ainsi une « DeepLisation » du langage pour décrire l'émergence d'un style rédactionnel uniformisé, marqué par des formulations correctes et compréhensibles mais qui ne reflètent plus toujours la langue telle qu'elle est vécue et pratiquée par les locuteur·trice·s natif·ve·s. Ce constat rejoint des analyses montrant que les modèles d'IA orientent les modes d'expression vers un style homogène, qui tend à aplatir les spécificités linguistiques régionales ou culturelles⁴¹. Certain·e·s intervenant·e·s soulignent néanmoins que cette simplification peut parfois faciliter la compréhension mutuelle dans un environnement multilingue, en institutionnalisant des pratiques de « simple language » où chacun s'exprime dans sa langue mais de façon plus intelligible. Reste que cette tendance soulève des interrogations quant à la préservation de la richesse culturelle des langues officielles au moment où les normes d'écriture (et bientôt les normes orales via les technologies de speech-to-text et de speech-to-speech) s'alignent progressivement sur les modèles d'IA. Dans cette perspective, certain·e·s spécialistes alertent sur le risque d'un « ouroboros linguistique », où les modèles apprendraient à partir de contenus

⁴¹Forbes. 2024. How Generative AI And LLMs Are Reinventing Our Vocabulary Such That We Might Lose Our Grasp On Human Languages. En ligne: <https://www.forbes.com/sites/lanceoliot/2024/12/29/how-generative-ai-and-llms-are-reinventing-our-vocabulary-such-that-we-might-lose-our-grasp-on-human-languages/>[Consulté le 19/11/2025].

qu'ils génèrent eux-mêmes, renforçant une boucle qui éloignerait encore davantage l'IA du langage humain authentique⁴².

Si l'IA facilite la communication, elle ne remplace pas la profondeur culturelle que crée l'apprentissage et l'usage direct de la langue de l'autre⁴³. Les tables rondes rappellent que le plurilinguisme ne renvoie pas seulement à la capacité de se comprendre, mais relève surtout d'une forme de cohabitation culturelle fondée sur la reconnaissance et l'effort réciproque. Parler la langue de l'interlocuteur permet d'accéder à des nuances, des implicites et des sensibilités culturelles qu'aucune traduction automatique (même précise) ne restitue entièrement. Les systèmes d'IA peinent notamment à saisir les métaphores, l'humour ou les références culturelles, qui requièrent une expérience sociale vécue⁴⁴. En abaissant le coût de la compréhension interlinguistique, l'IA questionne le raisonnement normatif qui sous-tend le principe du « chacun dans sa langue ». Celui-ci reposait traditionnellement sur un investissement linguistique réciproque, la compréhension de l'autre impliquant un effort d'apprentissage de sa langue. Dans un environnement de travail de plus en plus assisté par l'IA, la communication et la compréhension fonctionnelle tendent à reposer moins sur un socle de compétences linguistiques partagées que sur la performance des outils mobilisés. En permettant à chacun de communiquer dans toutes les langues nationales et ce même sans les maîtriser pleinement, l'IA risque d'affaiblir progressivement l'incitation à la réciprocité linguistique. Au-delà d'une éventuelle érosion des compétences linguistiques, c'est plus largement la compréhension interculturelle, fondement du plurilinguisme dans l'administration fédérale, qui pourrait se trouver fragilisée.

Plusieurs participant·e·s aux tables rondes soulignent en outre que les manières de penser propres aux différentes régions linguistiques sont précisément ce qui enrichit le travail de l'administration fédérale. Un même dossier est généralement traité différemment par des personnes de Suisse italienne, de Suisse alémanique ou de Suisse romande, car des contextes culturels distincts façonnent leurs perspectives respectives. À ce titre, la présence d'unités linguistiquement mixtes apparaît comme une condition essentielle pour que l'administration fédérale reflète les communautés linguistiques qu'elle sert et soit en mesure de prendre en compte, de manière adéquate, les sensibilités et les préoccupations propres aux différentes régions linguistiques, tant dans la pratique administrative quotidienne que dans l'élaboration des politiques publiques. Or, c'est précisément cette dynamique d'échange et de compréhension mutuelle que le recours à l'IA linguistique risque de fragiliser, en rendant possible un

⁴²The Conversation. 2025. Vocabulaire et diversité linguistique : comment l'IA appauvrit le langage. En ligne: <https://theconversation.com/vocabulaire-et-diversite-linguistique-comment-lia-appauvrit-le-langage-252944> [Consulté le 27/11/2025].

⁴³The Conversation. 2025. What AI earbuds can't replace: The value of learning another language. En ligne: <https://theconversation.com/what-ai-earbuds-cant-replace-the-value-of-learning-another-language-264965> [Consulté le 27/11/2025].

⁴⁴Translata. 2024. The Cultural Nuances AI Can't Capture: Why Human Translators Are Irreplaceable. En ligne: <https://www.translata.eu/blog/the-cultural-nuances-ai-cant-capture-why-human-translators-are-irreplaceable#:~:text=Language%20is%20deeply%20rooted%20in,understanding%20that%20human%20translators%20possess> [Consulté le 27/11/2025].

fonctionnement plus largement monolingue des unités administratives. Le recours à l'IA linguistique encourage ainsi une logique de « compréhension minimale » suffisante pour des échanges fonctionnels mais insuffisante pour établir un lien relationnel plus profond. Le risque est alors que l'IA se substitue à certaines interactions qui nourrissent le dialogue interculturel, fragilisant progressivement la cohésion entre communautés linguistiques et, plus largement, la confiance en l'administration fédérale. Dans ce contexte, certain·e·s participant·e·s évoquent l'intérêt de compléter la formation linguistique par des dispositifs de médiation et de sensibilisation interculturelle, afin de préserver une compréhension véritable au-delà de la seule communication.

« Avec la machine, la communication devient un peu plate. C'est plus difficile de faire une blague par exemple et ça nous pousse aussi à ne pas rentrer dans la culture des autres. Est-ce qu'on se comprend encore réellement au-delà de communiquer ? »

Comme le souligne ce·tte participant·e aux tables rondes, au-delà de son utilité pratique, maîtriser une langue est un signal de respect et d'ouverture qui crée du lien, ouvre l'accès à des perspectives culturelles différentes et renforce la compréhension mutuelle. Les bénéfices cognitifs du plurilinguisme (flexibilité, créativité, réduction des biais) rappellent que la langue est un vecteur de culture autant qu'un outil communicationnel⁴⁵. Si l'IA linguistique peut constituer une aide précieuse pour fluidifier les échanges, elle doit être envisagée comme un appui et non comme un substitut à l'apprentissage des langues nationales.

6.2 Évolution des finalités publiques à l'ère de l'IA

Cette sous-section aborde la manière dont l'IA linguistique pourrait redéfinir la place du plurilinguisme dans la raison d'être du service public. Elle s'intéresse aux enjeux de souveraineté linguistique et aux évolutions du rôle culturel de la Confédération dans un contexte technologique en mutation.

L'introduction massive d'outils de traduction automatique dans l'administration fédérale externalise une partie des productions multilingues vers des modèles développés à l'étranger et entraînés sur des corpus qui ne reflètent pas les nuances régionales et culturelles propres au contexte helvétique. Cette situation installe dans les pratiques une hiérarchie technolinguistique où des langues dominantes (l'allemand) structurent le fonctionnement des outils, tandis que d'autres (l'italien, le romanche et dans une moindre mesure le français) restent marginalisées. Une telle asymétrie entre en contradiction directe avec les principes constitutionnels d'égalité des langues nationales (art. 4) et de protection des langues

⁴⁵Observatoire Européen du Plurilinguisme. Le multilinguisme est bon pour le cerveau. En ligne: <https://www.observatoireplurilinguisme.eu/dossiers-thematiques/education-et-recherche/88888982-acquisition-des-langues/2653-le-multilinguisme-est-bon-pour-le-cerveau-etude-internationale> [Consulté le 27/11/2025].

minoritaires (art. 70). Les participant·e·s soulignent également un enjeu de souveraineté plus large dans la mesure où les corpus linguistiques publics alimentent des systèmes qui s'améliorent « selon leurs propres standards » sans que la Confédération n'ait de contrôle sur leurs orientations, leurs biais ou leurs évolutions futures. Si des solutions nationales (comme Apertus) commencent à émerger, elles demeurent moins performantes, notamment en raison de contraintes éthiques plus strictes et d'un volume de données d'entraînement nettement inférieur à celui des grandes plateformes commerciales⁴⁶. Ces préoccupations rejoignent les débats européens sur la « souveraineté numérique et technologique »⁴⁷ ainsi que sur l'égalité entre langues dans l'espace numérique⁴⁸. En Suisse, ces réflexions ont abouti à l'adoption par le Conseil fédéral de lignes directrices en matière de souveraineté numérique. Ce cadre contraignant est entré en vigueur au 1^{er} janvier 2026 et vise à renforcer la capacité de contrôle et d'action de l'administration fédérale face aux dépendances technologiques, en intégrant des critères tels que l'indépendance, la résilience ou encore la protection des données dans l'ensemble des projets numériques⁴⁹. La directive précise cependant que ces critères doivent être pondérés au cas par cas en fonction du contexte du projet et des objectifs poursuivis, ce qui implique des arbitrages entre des objectifs parfois concurrents (par exemple entre indépendance et coûts ou entre innovation et protection des données). En ce qui concerne l'IA linguistique, cette approche contextualisée place l'administration devant un dilemme stratégique : privilégier des modèles hautement performants mais calibrés sur d'autres contextes culturels ou investir dans une infrastructure linguistique souveraine capable de protéger durablement le patrimoine linguistique et culturel suisse. Plusieurs voix insistent sur l'urgence d'une intervention publique pour reprendre la main sur ces outils qui sont désormais partie intégrante du plurilinguisme de la Confédération.

L'essor des outils d'IA linguistique s'inscrit ainsi dans une évolution plus large de l'action publique marquée par une recherche accrue d'efficacité et de performance (Bezes et Musselin 2015). Cette orientation va de pair avec des pressions budgétaires croissantes qui incitent l'administration fédérale à rationaliser ses processus et à réduire ses coûts⁵⁰. Les politiques de modernisation, notamment lorsqu'elles reposent sur des solutions technologiques, accentuent cette logique en valorisant l'optimisation des services et la simplification des prestations. L'acquisition de DeepL Pro illustre parfaitement cette tendance. Pour un investissement ponctuel et relativement modeste (1 908 000 francs pour deux ans avec

⁴⁶24 heures. 2025. Pour l'instant, l'IA suisse Apertus ne convainc pas. En ligne: <https://www.24heures.ch/apertus-l-ia-suisse-ne-convainc-pas-pour-l-instant-860916882188> [Consulté le 28/11/2025].

⁴⁷Parlement Européen. 2025. Rapport sur la souveraineté technologique européenne et les infrastructures numériques. En ligne: https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-10-2025-0107_FR.html [Consulté le 28/11/2025].

⁴⁸Parlement Européen. 2017. Language equality in the digital age. En ligne https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-8-2018-0332_EN.html [Consulté le 28/11/2025].

⁴⁹Confédération suisse. 2020. Lignes directrices pour la souveraineté numérique de l'administration fédérale. En ligne: https://www.news.admin.ch/fr/newnsb/JxuzVHViGShum_flh_WDu [Consulté le 22/12/2025].

⁵⁰Confédération suisse. 2024. Réexamen des tâches et des subventions : le Conseil fédéral approuve le rapport du groupe d'experts. En ligne: <https://www.news.admin.ch/fr/nsb?id=102357> [Consulté le 28/11/2025].

possibilité de prolongation jusqu'en 2033⁵¹), l'outil offre « une rentabilité exceptionnelle » en permettant de traiter des volumes croissants de textes sans augmenter les effectifs et d'alléger la pression pesant sur les équipes. Cette recherche d'efficacité toujours plus grande appelle toutefois à la vigilance. Dans un environnement multilingue où la performance devient une matrice, il incombe d'éviter que les pratiques linguistiques quotidiennes ne soient appréhendées principalement sous l'angle du coût. Une telle évolution réduirait la langue à sa seule fonction communicationnelle, la transformant en variable d'optimisation. Le risque serait alors de voir certaines activités de promotion du plurilinguisme (plus coûteuses et non automatisables) requalifiées en charges compressibles. Rien n'indique aujourd'hui qu'un tel glissement soit engagé, la Confédération rappelle d'ailleurs fréquemment que l'IA doit rester un appui et non un substitut au travail humain⁵². Comme l'indique un·e participant·e aux tables rondes, ces réflexions ouvrent néanmoins un débat plus général sur le rôle d'une administration publique : jusqu'où cette dernière peut-elle adopter une logique d'entreprise sans perdre de vue sa vocation de défense de l'intérêt général ?

« Mais les changements seront encore plus profonds. Ça va nous replonger dans la définition d'une administration publique, à quoi sert l'administration fédérale ? Dans une logique de réduction des coûts et d'efficacité, l'IA ne s'arrêtera pas à la langue, elle transformera sans doute bien d'autres dimensions. »

Tout en permettant des gains de productivité et des économies substantiels, l'IA linguistique interroge directement la mission de l'administration publique et la place qu'y occupe le plurilinguisme dans une *Willensnation*. Cela souligne l'importance de réfléchir dès maintenant à la manière d'institutionnaliser une « culture de l'IA » pleinement ancrée dans les valeurs fondamentales du service public (légalité, égalité de traitement et non-discrimination, transparence, neutralité et impartialité).

⁵¹Confédération suisse. 2024. La Chancellerie fédérale acquiert le système de traduction automatique DeepL Pro pour l'administration fédérale. En ligne: <https://www.news.admin.ch/fr/nsb?id=99327> [Consulté le 28/11/2025].

⁵²Confédération suisse. 2025. Intelligence artificielle » lignes directrices pour la Confédération. En ligne: <https://www.sbf.admin.ch/dam/fr/scd-web/-/uy97trD1VMc/Leitlinien%20K%C3%BCnstliche%20Intelligenz%20-%20DE%5B1%5D.pdf/Leitlinien%20K%C3%BCnstliche%20Intelligenz%20-%20FR.pdf> [Consulté le 28/11/2025].

7. Conclusion

Cette étude-pilote s'inscrit dans un contexte d'intégration croissante de l'IA dans les pratiques de travail de l'administration fédérale. Les technologies de traduction automatique et d'interprétation assistée sont aujourd'hui largement mobilisées dans la communication interne et interviennent à différents stades de la compréhension et de la rédaction de contenus multilingues. La généralisation d'outils tels que DeepL, Google Translate ou de systèmes de traduction contextuelle avancée modifie les routines professionnelles et les interactions entre unités et employé·e·s des différentes communautés linguistiques, sans que l'ampleur de ces transformations n'ait encore été pleinement saisie (Cabrera 2024). Dans un pays où le plurilinguisme constitue à la fois un pilier constitutionnel et un facteur clé de cohésion nationale (Kübler, Kobelt et Zwicky 2020; Stojanović 2021), ces évolutions soulèvent des questions structurantes pour l'action publique : dans quelle mesure la pratique et la promotion du plurilinguisme sont-elles appelées à se transformer et avec quels effets sur les relations entre communautés linguistiques ? Ces enjeux appellent une analyse des usages concrets de l'IA linguistique dans le travail quotidien de l'administration fédérale et de son articulation avec les dispositifs institutionnels et les référentiels normatifs qui fondent sa politique du plurilinguisme. C'est dans cette perspective que la Déléguée fédérale au plurilinguisme a mandaté le Centre d'études sur la démocratie d'Aarau (ZDA) de l'Université de Zurich pour conduire la présente étude-pilote. Celle-ci vise à établir un premier bilan des mutations induites par l'IA linguistique et à nourrir une réflexion sur l'avenir du plurilinguisme à l'ère de l'IA. L'étude mobilise un cadre analytique à trois niveaux (organisationnel, institutionnel et normatif) afin d'explorer l'impact de l'IA sur 1) les relations entre communautés linguistiques, 2) les pratiques et les conditions de travail du personnel, 3) les mécanismes de promotion du plurilinguisme et 4) l'adéquation de ces évolutions avec les cadres réglementaires existants.

Les résultats de l'étude-pilote montrent que l'IA linguistique produit des effets ambivalents sur les relations entre communautés linguistiques au sein de l'administration fédérale. D'un côté, les outils de traduction automatique et d'interprétation assistée facilitent l'usage des langues minoritaires dans les échanges informels entre collègues. Les employé·e·s issu·e·s de minorités linguistiques ne sont désormais plus contraint·e·s de rédiger en allemand et peuvent plus facilement travailler dans leur langue, avec l'assurance d'être compris par les destinataires. D'un autre côté, l'étude-pilote met en évidence des asymétries technolinguistiques liées aux modèles d'entraînement des technologies d'IA linguistique, dont les performances varient selon la disponibilité des données. Les langues dites « riches en ressources » bénéficient de modèles plus robustes et plus précis. Ainsi, si les systèmes analysés produisent globalement de bons résultats en allemand et, dans une moindre mesure, en français, la qualité des traductions vers l'italien demeure plus variable, tandis que les capacités de traitement du romanche restent très limitées. À cela s'ajoute le fait que les outils actuels échouent à restituer les spécificités régionales et culturelles. Fondés sur des modèles

majoritairement entraînés à partir de standards linguistiques extérieurs (l'allemand d'Allemagne, le français de France ou l'italien d'Italie), les systèmes d'IA ignorent les nuances spécifiques à la Suisse alémanique, à la Suisse romande et à la Suisse italienne, imposant une forme de standardisation du langage. L'illusion d'une compréhension partagée créée par l'IA dans les échanges écrits peut donc masquer des fragilités persistantes à saisir les implicites et les références propres à chaque communauté linguistique, en particulier lorsque la communication bascule vers l'oral. Ainsi, si l'IA linguistique peut contribuer à une meilleure visibilité des langues minoritaires dans les échanges internes, elle ne garantit pas une compréhension interculturelle approfondie entre les communautés linguistiques.

L'étude-pilote met en évidence une reconfiguration des compétences linguistiques mobilisées dans le travail quotidien. L'usage généralisé de l'IA s'accompagne d'un glissement progressif des compétences linguistiques actives vers des compétences plus passives, centrées sur la compréhension, la vérification et la post-édition des contenus. Si cette évolution peut générer des gains de productivité, elle s'accompagne également d'un risque d'effet rebond, notamment sous la forme d'une augmentation des volumes de textes produits et traités, parfois au détriment de leur qualité (« AI-workslop »). L'IA linguistique fait ainsi émerger un travail souvent invisible de contrôle et d'assurance qualité des contenus générés automatiquement. Cette charge tend à se concentrer sur les employé·e·s disposant de solides compétences linguistiques, plus fréquemment sollicité·e·s pour prévenir les erreurs ou les ambiguïtés. Parallèlement, l'analyse met en garde contre un risque de désapprentissage progressif des langues. Ce phénomène semble particulièrement marqué chez les collaborateur·ice·s plus jeunes, dont l'aisance numérique favorise une dépendance accrue aux outils d'IA linguistique. À l'inverse, des employé·e·s plus expérimenté·e·s, souvent dotés d'un capital linguistique élevé mais parfois moins à l'aise avec les nouvelles technologies, peuvent éprouver un sentiment de déclassement ou de perte de repères dans des environnements de travail fortement digitalisés. L'étude met ainsi en lumière un nouveau décalage générationnel possible dans les rapports à la langue et à la technologie linguistique, susceptible de recomposer les équilibres internes aux équipes. Ces dynamiques ne sont toutefois ni homogènes ni mécaniques. Selon les modalités d'usage, l'IA linguistique peut soutenir l'apprentissage des langues ou, au contraire, conduire à une externalisation durable de l'effort linguistique vers la technologie. In fine, la culture linguistique des équipes demeure étroitement dépendante de la sensibilité des cadres intermédiaires à ces enjeux.

Du point de vue des mécanismes de promotion du plurilinguisme au sein de l'administration fédérale, l'IA agit comme un facteur de recomposition des équilibres existants, dont les effets à moyen et à long terme dépendront largement des orientations stratégiques retenues. D'un côté, la généralisation des outils de traduction automatique et d'interprétation assistée peut lever certaines barrières linguistiques dans l'accès à l'administration. En permettant aux employé·e·s de travailler plus aisément dans leur langue tout en restant compris par leurs interlocuteur·ice·s, l'IA est susceptible d'élargir le vivier de recrutement de profils

francophones ou italophones, notamment pour des fonctions où les exigences élevées en allemand constituaient jusqu'ici un frein. Ces technologies peuvent ainsi renforcer l'attractivité de l'administration fédérale pour des candidat·e·s issu·e·s de minorités linguistiques et, dans certains secteurs en tension, faciliter l'intégration de profils internationaux hautement qualifiés mais non germanophones. D'un autre côté, cette même logique peut affaiblir l'incitation institutionnelle à maintenir une mixité linguistique active au sein des équipes. L'étude montre en effet que l'IA rend techniquement possible un fonctionnement largement monolingue des unités administratives. Cette évolution pourrait à terme conduire à accorder un poids moindre aux compétences linguistiques humaines dans les décisions de recrutement et de promotion. Il en résulte un risque de glissement vers un plurilinguisme « fonctionnel », où la langue serait envisagée avant tout comme un outil de transmission de l'information détaché de sa dimension culturelle. Dans ce contexte, l'impact de l'IA linguistique dépend étroitement des arbitrages institutionnels encadrant son usage. En l'absence de mécanismes explicites liant l'IA à la politique du plurilinguisme, les gains d'accessibilité pourraient paradoxalement contribuer à une marginalisation progressive des langues minoritaires.

L'étude-pilote montre enfin que le déploiement de l'IA linguistique interroge les cadres réglementaires existants, tant en matière de plurilinguisme que de transformation numérique. Le cadre de référence pour la promotion du plurilinguisme dans l'administration fédérale repose sur la maîtrise humaine des langues nationales. Hérités d'un contexte pré-IA, ces principes structurent encore formellement les procédures de recrutement, d'évaluation et de promotion du personnel fédéral. L'analyse met toutefois en évidence un décalage croissant entre ces exigences formelles et les pratiques effectives de travail dans un environnement désormais largement assisté par l'IA linguistique. Là où la maîtrise des langues nationales constituait jusqu'ici une condition centrale de la coopération et un socle des interactions professionnelles multilingues, l'IA permet aujourd'hui de compenser partiellement l'absence de compétences linguistiques actives. Il devient ainsi possible de travailler de manière fonctionnelle sans partage direct d'une langue commune. Si cette évolution peut améliorer la fluidité et l'efficacité de la communication, notamment dans une logique de « simple langage », elle comporte également le risque que la maîtrise des langues nationales ne soit progressivement perçue comme une variable compensable plutôt que comme un pilier structurant du fonctionnement administratif. Dans un contexte marqué par des contraintes budgétaires accrues, la présente étude met ainsi en lumière une articulation encore limitée entre les cadres de la transformation numérique, principalement orientés vers l'efficacité et l'optimisation des processus, et les finalités linguistiques poursuivies par la Confédération. Or derrière le plurilinguisme fédéral, c'est un investissement politique et symbolique central pour garantir la cohésion nationale qui se joue. L'enjeu est dès lors de mieux coordonner le tandem IA-plurilinguisme afin que les choix technologiques demeurent alignés avec les objectifs institutionnels de représentation et de protection des communautés linguistiques.

8. Recommandations

Forte de ces constats, l'étude-pilote formule les recommandations suivantes.

1. Définir un cadre d'interaction entre IA, exigences linguistiques et droit

Les cadres réglementaires relatifs à la transformation numérique et ceux encadrant le plurilinguisme fédéral évoluent largement en parallèle, sans articulation explicite entre eux. Si les exigences linguistiques formelles demeurent inchangées, les usages croissants de l'IA linguistique reconfigurent les conditions dans lesquelles ces exigences s'appliquent. Il est dès lors recommandé de :

- développer une réflexion transversale reliant explicitement la politique du plurilinguisme aux usages actuels et futurs de l'IA linguistique au sein de l'administration fédérale ;
- intégrer systématiquement les enjeux linguistiques dans les stratégies, directives et dispositifs de gouvernance relatifs à l'IA et à la transformation numérique ;
- veiller à ce que les mutations induites par l'IA linguistique n'entraînent pas une redéfinition des exigences linguistiques, sans orientation stratégique explicite et formalisée.

2. Garantir une couverture linguistique équitable des outils d'IA au sein de l'administration fédérale

Les outils d'IA linguistique utilisés par l'administration fédérale présentent des performances variables selon les langues nationales, liées aux modèles d'entraînement et à la disponibilité inégale des données dans les différentes langues. Ces écarts peuvent influencer les modes de communication multilingues au sein des équipes et affecter concrètement l'égalité de traitement entre communautés linguistiques. Il est dès lors recommandé de :

- veiller à ce que les processus d'acquisition et de validation des outils d'IA linguistique intègrent explicitement des critères de qualité, de couverture équitable des langues nationales et de prise en compte de leurs spécificités régionales ;
- évaluer régulièrement les performances des outils d'IA dans chacune des langues nationales, en particulier les langues minoritaires ;

3. Renforcer l'exposition linguistique et culturelle des cadres intermédiaires

L'impact de l'IA linguistique dépend étroitement des objectifs et des pratiques propres à chaque unité et de la sensibilité des cadres intermédiaires à l'égard du plurilinguisme. Dans un environnement de travail assisté par l'IA, la valorisation du plurilinguisme ne repose pas uniquement sur la maîtrise formelle des langues, mais aussi sur la capacité des cadres à créer des environnements de travail attentifs aux dimensions culturelles et symboliques des langues au-delà de leur fonction communicationnelle. Il est dès lors recommandé de :

- continuer de promouvoir parmi le personnel fédéral la maîtrise active des langues nationales et la contribution à la promotion du plurilinguisme comme compétences managériales clés ;
- renforcer l'immersion linguistique et culturelle des cadres intermédiaires ;
- soutenir des pratiques de management qui valorisent la diversité linguistique et culturelle des équipes.

4. Assurer une actualisation périodique de l'analyse des effets de l'IA linguistique sur le plurilinguisme dans l'administration fédérale

La présente étude-pilote met en lumière des dynamiques émergentes dont les effets sont susceptibles d'évoluer rapidement au regard des avancées technologiques en cours. Les effets organisationnels, institutionnels et normatifs de l'IA linguistique sur le plurilinguisme observés aujourd'hui pourraient ainsi se reconfigurer à court et moyen terme. Il est dès lors recommandé de :

- prévoir une actualisation de la présente étude d'ici deux ans, incluant notamment la reconduction de tables rondes et une réévaluation des usages et effets observés.

5. Inscire la réflexion sur l'IA linguistique et le plurilinguisme dans une perspective sociétale plus large

Les dynamiques observées au sein de l'administration fédérale s'inscrivent dans un contexte plus large de transformation des pratiques linguistiques dans la société suisse. Le recours croissant aux outils d'IA linguistique par les institutions publiques, mais aussi les entreprises et les particuliers, est susceptible d'influencer le rapport aux langues nationales et leur apprentissage. Dans la société suisse, ces évolutions peuvent avoir des implications à plus long terme pour la cohésion nationale et la compréhension interculturelle. Il est dès lors recommandé de :

- envisager, dans un cadre distinct du présent mandat, la réalisation d'une étude plus large portant sur les implications sociétales de l'IA linguistique pour le plurilinguisme en Suisse.

Littérature

- Bezes, Philippe, and Christine Musselin. 2015. 'Le New Public Management'. *Une 'French Touch' dans l'analyse des politiques publiques? :* 128–51.
- Cabrera, Luis. 2024. 'Babel Fish Democracy? Prospects for Addressing Democratic Language Barriers through Machine Translation and Interpretation'. *American Journal of Political Science* 68(2): 767–82. doi:10.1111/ajps.12728.
- Kobelt, Emilienne. 2015. 'Enjeux Du Plurilinguisme à l'administration Fédérale: La Représentativité à l'épreuve de l'efficacité'. PhD Thesis. Université de Lausanne, Faculté des sciences sociales et politiques. https://serval.unil.ch/resource/serval:BIB_CF253A9643B0.P001/REF.pdf (November 17, 2025).
- Kübler, Daniel, Emilienne Kobelt, and Roman Zwicky. 2020. 149 *Les Langues Du Pouvoir: Le Plurilinguisme Dans l'administration Fédérale*. Presses polytechniques et universitaires romandes. <https://www.zora.uzh.ch/id/eprint/195352/> (November 17, 2025).
- Mayring, Philipp. 2014. 'Qualitative Content Analysis: Theoretical Foundation, Basic Procedures and Software Solution'. https://www.ssoar.info/ssoar/bitstream/handle/document/39517/ssoar-2014-mayring-Qualitative_content_analysis_theoretical_foundation.pdf (November 18, 2025).
- Straub, Vincent J., Youmna Hashem, Jonathan Bright, Satyam Bhagwanani, Deborah Morgan, John Francis, Saba Esnaashari, and Helen Margetts. 2024. 'AI for Bureaucratic Productivity: Measuring the Potential of AI to Help Automate 143 Million UK Government Transactions'. doi:10.48550/arXiv.2403.14712.

Webographie

24 heures. 2025. Pour l'instant, l'IA suisse Apertus ne convainc pas. En ligne : <https://www.24heures.ch/apertus-l-ia-suisse-ne-convainc-pas-pour-l-instant-860916882188> [Consulté le 28/11/2025].

ASTTI. 2024. Document de travail de l'ASTTI sur les implications de l'intelligence artificielle pour les prestataires de services linguistiques. En ligne : <https://astti.ch/wp-content/uploads/2024/11/Document-de-travail-IIA-pour-le-site-de-lASTTI-Version-finale-8.11.24-F.pdf> [Consulté le 18/11/2025].

BOSA. 2025. Charte pour l'utilisation responsable de l'intelligence artificielle dans les services publics. En ligne : <https://bosa.belgium.be/fr/publications/charte-pour-lutilisation-responsable-de-lintelligence-artificielle-dans-les-services> [Consulté le 19/12/2025].

Chancellerie fédérale. 2024. Aide-mémoire concernant l'utilisation de DeepL Pro Translate et de DeepL Write. En ligne : <https://cnaai.swiss/wp-content/uploads/2024/06/Merkblatt-DeepL-V2-FR.pdf> [Consulté le 18/11/2025].

Chancellerie fédérale. 2025. L'intelligence artificielle au service de la traduction : perspectives d'avenir. Rapport des résultats des sondages 2024. Document interne non publié [Consulté le 18/11/2025].

Commissariat aux langues officielles. n.d. Plaintes et enquêtes. En ligne : <https://www.clo-ocol.gc.ca/fr/plaintes-enquetes/avant-porter-plainte> [Consulté le 25/11/2025].

Commissariat aux langues officielles. 2024. Lettre du commissaire à la présidente du Conseil du Trésor au sujet de la Stratégie en matière d'intelligence artificielle pour la fonction publique fédérale. En ligne : <https://www.clo-ocol.gc.ca/fr/salle-nouvelles/2025-03-05/lettre-du-commissaire-presidente-du-conseil-du-tresor-au-sujet-strategie-en-matiere-dintelligence-artificielle-pour-fonction-publique-federale> [Consulté le 18/11/2025]

Comité européen des régions. n.d. eTranslation Le système éprouvé de traduction en ligne de l'Union européenne. En ligne : <https://cor.europa.eu/fr/etranslation> [Consulté le 18/11/2025].

Commission Européenne. n.d. AI-based multilingual services – using EU language data to innovate. En ligne : https://translation.ec.europa.eu/language-data-and-ai-using-ai-break-down-language-barriers/ai-based-multilingual-services-using-eu-language-data-innovate_en?prefLang=fr [Consulté le 19/11/2025].

Commission Européenne. 2020. Livre Blanc Intelligence artificielle Une approche européenne axée sur l'excellence et la confiance. En ligne: <https://op.europa.eu/fr/publication-detail/-/publication/ac957f13-53c6-11ea-aece-01aa75ed71a1> [Consulté le 18/11/2025].

Confédération suisse. 2023. Rapport d'évaluation 2019-2023 sur la politique de plurilinguisme et objectifs stratégiques 2024-2027 du Conseil fédéral. En ligne : <https://www.plurilingua.admin.ch/fr/evaluation-suivi-coordination> [Consulté le 25/11/2025].

Commission Européenne. 2024. Législation sur l'IA. En ligne: https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=OJ%3AL_202401689 [Consulté le 24/11/2025].

Confédération suisse. 2020. « Intelligence artificielle » lignes directrices pour la Confédération. En ligne: <https://www.sbf.admin.ch/dam/fr/sd-web/-/uy97trD1VMc/Leitlinien%2520K%C3%BCnstliche%2520Intelligenz%2520-%2520DE%5B1%5D.pdf/Leitlinien%20K%C3%BCnstliche%20Intelligenz%20-%20FR.pdf> [Consulté le 28/11/2025].

Confédération suisse. 2024. Réexamen des tâches et des subventions : le Conseil fédéral approuve le rapport du groupe d'experts. En ligne: <https://www.news.admin.ch/fr/nsb?id=102357> [Consulté le 28/11/2025].

Confédération suisse. 2024. La Chancellerie fédérale acquiert le système de traduction automatique DeepL Pro pour l'administration fédérale. En ligne: <https://www.news.admin.ch/fr/nsb?id=99327> [Consulté le 28/11/2025].

Confédération suisse. 2025. Stratégie pour l'utilisation de systèmes d'IA dans l'administration fédérale. En ligne: <https://www.bk.admin.ch/bk/fr/home/digitale-transformation-ikt-lenkung/vorgaben/sb021-strategie-einsatz-von-ki-systemen-in-der-bundesverwaltung.html> [Consulté le 18/11/2025].

Confédération suisse. 2025. Recommandations : Protection contre la discrimination algorithmique. En ligne : https://www.ekr.admin.ch/pdf/F_Recommandations_Protection_contre_la_discrimination_algorithmique.pdf [Consulté le 19/12/2025].

Confédération suisse. 2025. Avis de droit Protection contre la discrimination algorithmique. En ligne : https://www.ekr.admin.ch/pdf/F_Avis_Discrimination_algorithmique.pdf [Consulté le 19/12/2025].

Confédération suisse. 2025. Utilisation de l'intelligence artificielle dans l'administration fédérale : la Confédération prévoit des mesures ciblées et renforce la coordination. En ligne: <https://www.news.admin.ch/fr/newnsb/nTc28qni5hdpzQ0tH6RGa> [Consulté le 20/12/2025].

Confédération suisse. 2025. Lignes directrices pour la souveraineté numérique de l'administration fédérale. En ligne: https://www.news.admin.ch/fr/newsb/JxuzVHViGShum_f1h_WDu [Consulté le 22/12/2025].

Forbes. 2024. How Generative AI And LLMs Are Reinventing Our Vocabulary Such That We Might Lose Our Grasp On Human Languages. En ligne: <https://www.forbes.com/sites/lanceeliot/2024/12/29/how-generative-ai-and-llms-are-reinventing-our-vocabulary-such-that-we-might-lose-our-grasp-on-human-languages/> [Consulté le 13/11/2025].

Forbes. 2025. Why AI 'Workslop' Kills Productivity—And How To Prevent It. En ligne : <https://www.forbes.com/sites/carolinecastrillon/2025/10/02/ai-workslop-could-be-the-biggest-threat-to-productivity/> [Consulté le 19/11/2025].

Gouvernement du Canada. 2020. Comment expliquer l'harmonie linguistique de la Suisse? En ligne : https://www.international.gc.ca/country_news-pays_nouvelles/2020-11-03-germany-allemande.aspx?lang=fra [Consulté le 27/11/2025].

Gouvernement du Canada. 2025. Directive sur les langues officielles pour la gestion des personnes. En ligne: <https://www.tbs-sct.canada.ca/pol/doc-fra.aspx?id=26168> [Consulté le 20/11/2025].

Gouvernement Luxembourgeois. 2025. L'initiative AI4Gov En ligne : https://gouvernement.lu/fr/dossiers.gouv2024_mindigital+fr+dossiers+2021+AI4Gov.html [Consulté le 19/12/2025].

Nations Unies. 2024. Cadre stratégique des Nations Unies sur le multilinguisme. En ligne : https://www.un.org/dgacm/sites/www.un.org.dgacm/files/french_un_strategic_framework_on_multilingualism_web.pdf [Consulté le 18/11/2025].

Nations Unies. 2024. United Nations White Paper AI Governance. En ligne : <https://unsceb.org/united-nations-system-white-paper-ai-governance> [Consulté le 24/11/2025].

Nations Unies. 2024. Inter-Agency Working Group on Artificial Intelligence. En ligne: <https://unsceb.org/sites/default/files/2021-07/IAWG-AI%20ToR.pdf> [Consulté le 24/11/2025].

Nations Unies. 2025. Mind your language: The battle for linguistic diversity in AI. En ligne: <https://news.un.org/en/story/2025/03/1161406> [Consulté le 20/11/2025].

NZZ. 2025. 12 von 19 Kantonen wollen Frühfranzösisch abschaffen. En ligne : <https://www.nzz.ch/schweiz/12-von-19-kantonen-wollen-fruehfranzoesisch-abschaffen-ld.1887061> [Consulté le 22/12/2025].

Observatoire Européen du Plurilinguisme. Le multilinguisme est bon pour le cerveau. En ligne: <https://www.observatoireplurilinguisme.eu/dossiers-thematiques/education-et-recherche/88888982-acquisition-des-langues/2653-le-multilinguisme-est-bon-pour-le-cerveau-etude-internationale> [Consulté le 27/11/2025].

OECD. 2024. Artificial intelligence and the changing demand for skills in Canada. En ligne: https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2024/05/artificial-intelligence-and-the-changing-demand-for-skills-in-canada_fbcc665c/1b20cdb6-en.pdf [Consulté le 25/11/2025].

OECD. 2025. Governing with Artificial Intelligence. En ligne: https://www.oecd.org/en/publications/governing-with-artificial-intelligence_795de142-en.html [Consulté le 18/11/2025].

Parlement Européen. 2017. Language equality in the digital age. En ligne https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-8-2018-0332_EN.html [Consulté le 28/11/2025].

Parlement Européen. 2022. The European Union's approach to multilingualism in its own communications policy. En ligne: [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2022/699648/IPOL_STU\(2022\)699648_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2022/699648/IPOL_STU(2022)699648_EN.pdf) [Consulté le 18/11/2025].

Parlement Européen. 2025. Rapport sur la souveraineté technologique européenne et les infrastructures numériques. En ligne: https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-10-2025-0107_FR.html [Consulté le 28/11/2025].

Public First. 2024. AI & the Public Sector. En ligne : https://opensourceai.publicfirst.co.uk/content/Meta_The_Future_of_Public_Services.pdf [Consulté le 19/11/2025].

Radio Canada. 2024. IA au Bureau de la traduction : le commissaire aux langues officielles met en garde Ottawa. En ligne: <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2069380/intelligence-artificielle-traduction-langues-officielles-ottawa> [Consulté le 19/11/2025].

Roland Berger. 2025 The public sector in the age of Gen AI. En ligne: <https://www.rolandberger.com/en/Insights/Publications/The-public-sector-in-the-age-of-Gen-AI.html> [Consulté le 18/11/2025].

The Conversation. 2025. What AI earbuds can't replace: The value of learning another language. En ligne: <https://theconversation.com/what-ai-earbuds-cant-replace-the-value-of-learning-another-language-264965> [Consulté le 27/11/2025].

The Conversation. 2025. Vocabulaire et diversité linguistique : comment l'IA appauvrit le langage. En ligne: <https://theconversation.com/vocabulaire-et-diversite-linguistique-comment-lia-appauvrit-le-langage-252944> / [Consulté le 27/11/2025].

Translata. 2024. The Cultural Nuances AI Can't Capture: Why Human Translators Are Irreplaceable. En ligne: <https://www.translata.eu/blog/the-cultural-nuances-ai-cant-capture-why-human-translators-are-irreplaceable#:~:text=Language%20is%20deeply%20rooted%20in,understanding%20that%20human%20translators%20possess> [Consulté le 27/11/2025].

Unleash. 2025. Is AI causing a decline in cognitive and creative skills? En ligne: <https://www.unleash.ai/artificial-intelligence/is-ai-causing-a-decline-in-cognitive-and-creative-skills/> [Consulté le 24/11/2025].